15e année
numéro 293

# la révolution prolétarienne

25 Avril 193
prix : 2 franc

**revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire**

CEDIAS
BIBLIOTHÈQUE
MUSÉE SOCIAL

DANS CE NUMÉRO

**Contre la guerre**
Première prise de contact
entre organisations et militants

◆

Mort des 40 heures
*par M. CHAMBELLAND*

L'Afrique équatoriale vue par un noir
*par E. FAURE*

La politique de catastrophe financière
de M. Reynaud
*par R. LOUZON*

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

*Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire*
(Paraissant le 10 et le 25)

●

**CONDITIONS D'ABONNEMENT**

FRANCE. ALGERIE, COLONIES

| | |
|---|---|
| Trois mois | 10 fr. |
| Six mois | 20 » |
| Un an | 40 » |

EXTERIEUR

| | |
|---|---|
| Trois mois | 13 fr. |
| Six mois | 26 » |
| Un an | 50 » |

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris


## Sommaire du N° 293

(25 avril 1939)


Contre la guerre : Première prise de contact entre organisations et militants.

Mort des 40 heures ..... M. Chambelland

L'affaire Reiss ..... Un Socialiste

L'Afrique équatoriale vue par un noir E. Faure.

Ploutocratie contre fascisme. — Le capitalisme d'Etat en Chine japonisée. — La politique de catastrophe financière à terme de M. Reynaud... — ...Et l'admirable conscience de classe de la bourgeoisie ..... R. Louzon

Faits et documents : La résolution du comité confédéral du 6 avril 1939. — La résolution proposée par Georges Dumoulin. — « Nous serions plus nombreux à Zimmerwald... » — Epilogue.

Le collier de perles.

Livres, journaux et revues.

Pour les dettes du « Cri du Peuple ».

Entre nous.



## La Ligue Syndicaliste

*La Ligue Syndicaliste se propose:*

*De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;*

*De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;*

*De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

VIENT DE PARAITRE :

## Benigno Bejarano

**(LAZARILLO DE TORMES)**

## Espagne berceau de la Liberté

**En vente au bureau d'information et de presse, 28, Bd St-Denis, Paris**
**chèque postal : Paris 2177-32**

**PRIX : 8 FRANCS**

## Contre la guerre

# Première prise de contact entre organisations et militants

**Devant la gravité des événements, des militants de diverses organisations se sont réunis pour réagir contre l'union sacrée et la psychose de guerre — créées par les Pouvoirs Publics et leurs auxiliaires — qui entraîneraient irrésistiblement les masses laborieuses au consentement au massacre.**

**Certains d'exprimer l'opinion des milliers de jeunes hommes mobilisés, arrachés à leurs familles et à leur labeur, courbés déjà sous la servitude militaire, nous déclarons que rien ne pourra nous faire admettre la guerre et que nous nous opposerons à elle résolument et la combattrons sans faiblesse et jusqu'au bout.**

**Certains également que la guerre n'est pas fatale, nous sommes persuadés que, même dans les circonstances actuelles, les impérialismes rivaux n'oseront pas la déclencher si les travailleurs leur opposent leur volonté nettement affirmée de se refuser à régler par la guerre tous les problèmes qui peuvent se poser aux nations comme aux hommes.**

**Notre opposition totale à toutes les guerres, fruit des régimes actuels que nous condamnons tous, nous interdit dans l'état présent de nous substituer aux Gouvernements pour le règlement des conflits en puissance, qui sont uniquement des conflits d'intérêts et de prestige.**

**Nous pensons que la force ne peut pas résoudre des conflits de cette nature; la guerre coûterait tout d'abord des millions et des millions de vies humaines, aboutirait à la perte de toutes les conquêtes sociales et à l'asservissement des prolétariats.**

**Ce sont là raisons suffisantes pour que les groupements signataires prennent l'engagement de tout mettre en œuvre pour organiser la résistance à la guerre.**

**Ils invitent donc leurs adhérents et tous les pacifistes à s'associer à leur action.**

Fédération Postale; Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes; La Solidarité Internationale Antifasciste; le P.S.O.P.; l'Union Anarchiste; la L.I.C.P.; la Paix; le Centre Syndical d'action contre la guerre.

« S.I.A. »; « Le Barrage »; « La Révolution Prolétarienne »; « La Patrie Humaine »; « Le Libertaire »; « Juin 36 ».

Henri Jeanson; Jean Giono; Georges Pioch; Victor Margueritte; Henri Poulaille; Sébastien Faure; Maurice Wullens; Félicien Challaye; Foucaud; Hélène Laguerre.

# Mort des 40 heures

*Les nouveaux décrets-lois de M. Daladier-au-pouvoir nous ont apporté la mort de la semaine de quarante heures. Ce que le Parlement avant accordé sous la pression ouvrière, au moment des occupations d'usines, ce qu'il avait été contraint de nous donner, afin d'apaiser le mouvement et de le faire rentrer dans son lit, ce qui avait été solennellement stipulé dans des lois et approuvé par des votes massifs, tant à la Chambre qu'au Sénat, les quarante heures ne sont plus. Un simple décret-loi, rédigé en quelques heures et approuvé en quelques minutes par le conseil des ministres, y a mis fin. La semaine de 45 heures est établie. La majoration des heures supplémentaires est ramenée à 5%, ce qui permettra de faire 60 heures par semaine dans les usines de défense nationale avec un minimum de frais. Les fonctionnaires et les ouvriers des services publics voient, eux, leur semaine portée à 45 heures sans aucune augmentation de traitement, ce qui annule, et au delà, l'aumône dont ils furent gratifiés le 1er janvier dernier, aumône d'ailleurs amputée des 2%. D'autre part, certaines mesures fiscales, en particulier la création de la taxe de 1% sur les paiements, taxe cascadeuse, qui s'appliquera successivement à tous les nombreux échelons qui existent entre la production et la consommation, ne vont pas manquer d'accroître encore l'augmentation des prix, concurremment avec l'inflation plus ou moins masquée à laquelle le gouvernement a recours depuis des semaines. Devant la formidable vague d'augmentation du coût de la vie qui s'annonce, les salariés se trouveront à peu près désarmés; les fonctionnaires et agents des services publics dont les revendications se posaient très normalement devant le Parlement voient celui-ci fermé, passif, ayant par avance abdiqué ses droits essentiels entre les mains du gouvernement; les ouvriers se heurtent, quant à eux, aux procédures interminables et décevantes de l'arbitrage institué par la loi du 4 mars 1938; c'est un fait — dont les militants ouvriers ont bien tort de se vanter — qu'il n'y a plus ou presque plus de grèves; dans les usines de défense nationale, les mouvements revendicatifs sont bridés par un arsenal législatif sans précédent dans notre histoire sociale. Notre pessimisme se trouve lui-même dépassé. Nous n'aurions jamais imaginé que la revanche patronale pourrait aller jusque-là. Nous n'aurions pas cru cela possible. Et, pourtant, cela est.*

*Si l'on veut loyalement rechercher les causes de cet état de fait, si l'on veut examiner sans parti pris les événements de ces derniers mois, on est amené forcément à dire que ce tableau, qui n'est pas poussé au noir, constitue bien la rançon de la situation internationale et, en particulier, de cette politique de fermeté que les dirigeants ouvriers ont eux-mêmes réclamée depuis si longtemps. Dans un discours prononcé il y a environ un mois à Toulouse, le secrétaire général de la C.G.T. avait déclaré, sans rire, qu'il était à la fois pour la politique des bornes-fontaines et pour la politique des canons. Comme si les deux politiques étaient compatibles! Comme s'il était possible à un Etat déjà en faillite plus ou moins larvée de consacrer à la fois des sommes très importantes à des améliorations sociales et des sommes extraordinairement fortes à la course aux armements la plus impressionnante qui soit! Il nous paraît tout à fait démagogique d'affirmer que, tel qu'est le régime et dans les conditions où il se trouve, il lui est possible de maintenir un niveau social extrêmement amélioré par rapport à celui des Etats totalitaires tout en assurant les dépenses considérables qu'exige l'appareil militaire imposant que suppose fatalement la politique de fermeté. Ceux-là mêmes qui réclament sans cesse cette politique de fermeté savent bien qu'elle ne serait qu'une plaisanterie sans une armée, une marine, un aviation triplées, quadruplées, quintuplées, en effectifs et en matériel. Depuis le 15 mars, nous avons assisté à une sorte de mobilisation perlée, de nombreux rappels ont été faits, des producteurs ont été arrachés à leur travail et enrégimentés, cela par dizaines et par centaines de mille, au point que l'on pourrait dire que nous vivons, depuis plusieurs semaines, presque dans une économie de guerre. Cela coûte cher. Cela se paye. Mais, en régime capitaliste, comment cela pourrait-il se payer autrement que sur le dos de la grande masse productrice? Le slogan « Faire payer les riches » n'apparaît que comme une cruelle ironie, comme un panneau-réclame à rebours derrière quoi s'abritent les politiciens qui n'ont pas le courage d'aller jusqu'au bout de leur pensée, ni celui de dire à leurs électeurs exactement ce qu'il en est.*

*La rançon est lourde. Mais il faut bien admettre, hélas! qu'ayant abandonné le terrain de classe, le terrain révolutionnaire, les dirigeants du mouvement ouvrier se sont mis eux-mêmes dans l'impuissance d'organiser la résistance ouvrière contre les décrets-lois présents et à venir. Il est trop commode aux hommes du gouvernement de les prendre à chaque instant en flagrant délit de contradiction. Seul un mouvement syndical dégagé de toute compromission, pur de toute alliance avec la bourgeoisie sur le terrain international, pourrait, moralement et matériellement, résister à ces violentes attaques contre la condition ouvrière. Mais malheureusement nous ne possédons pas, nous ne possédons plus un tel mouvement, et force nous est bien de convenir qu'il nous sera difficile de nous dégager de l'étau dans lequel nous sommes pris. Tout s'enchaîne. Je ne sais pas exactement à quelles préoccupations ont obéi les dirigeants de la C.G.T. en décrétant, sans avoir au préalable consulté les organisations ouvrières, que, cette année, le 1er mai n'entraînerait pas obligatoirement la cessation du travail. Le discours de Jouhaux au comité national confédéral du 5 avril, du moins tel que le* Peuple *l'a rapporté, laisse entendre qu'il s'agirait de ne pas permettre au patronat de porter au mouvement ouvrier, à la faveur d'un 1er mai chômé, des coups autant et plus redoutables que ceux que nous avons reçus à l'occasion de l'échec du 30 novembre. Mais même s'il s'agit vraiment de cela, même si vraiment il ne s'agit pas d'un geste d'union sacrée, d'un sacrifice sur l'autel de la réconciliation nationale, eh bien! l'on pourra dire qu'a été commise là une formidable erreur de tactique dont nous n'avons pas tardé à mesurer les conséquences. Par cette décision vraiment inattendue, qui n'avait fait l'objet d'aucune discussion dans les commissions exécutives des fédérations et des unions qui, normalement, auraient dû mandater leurs représentants au C.C.N. sur ce point précis,*

*la direction de la C.G.T. a donné un signe de faiblesse tel que, en toute logique, le gouvernement et le patronat devaient s'empresser de le mettre à profit. Il y a une relation directe entre la décision de ne pas faire le 1er mai cette année et l'assassinat de la semaine de 40 heures. Je ne crois pas, en dépit de mon pessimisme, que le gouvernement aurait osé supprimer la semaine de 40 heures s'il avait eu en face de lui une C.G.T. appelant les travailleurs à déserter les ateliers et les chantiers le 1er mai prochain.*

*Maintenant, le coup est porté. Je ne pense pas être de ceux dont a parlé le secrétaire général de la C.G.T. et qui, selon lui, ne font jamais la grève mais qui, a-t-il ajouté, s'empresseront de protester parce que la C.G.T. a décidé de ne pas la faire. L'argument est d'ailleurs indigne du mouvement syndical et je ne comprends pas qu'une assemblée telle que le C.C.N., assemblée sérieuse, pondérée, sur qui la démagogie n'a aucune prise, du moins si nous en croyons André Delmas, je ne comprends pas que le C.C.N. ait accepté, qu'il ait toléré un argument d'un ordre aussi bas. En se servant du même procédé mesquin on pourrait rétorquer à Jouhaux que lui, Jouhaux, qui décide souverainement de la grève, n'a pas été appelé à faire grève personnellement depuis près de 30 années. Cette réplique, pour pertinente qu'elle soit, ne prouverait pas grand'chose. La polémique de bas étage ainsi instituée par le secrétaire général de la C.G.T. ne nous avancerait à rien. La vraie question est de savoir si la décision du C.C.N. n'a pas frayé la voie aux nouveaux décrets-lois, si elle n'a pas placé la classe ouvrière sur la ligne de moindre résistance, et si cela n'est pas hautement déplorable. Il n'est pas toujours commode, je le conçois, de diriger le dreadnought confédéral. Cependant, on sera bien obligé de reconnaître un jour qu'on a accompli là un geste de renoncement dont les conséquences seront lourdes, peut-être funestes, à l'ensemble du mouvement syndical. D'autant plus que nous sommes tous liés par cette décision et qu'il sera bien difficile à ceux qui voudraient passer outre de faire grève le 1er mai prochain. Ils se verraient immanquablement opposer par leurs propres patrons la décision de la C.G.T. et iraient, je le crains, au devant de difficultés supplémentaires dont ils n'ont vraiment pas besoin.*

*Politique internationale fausse de la C.G.T. et des organisations qui la composent, renoncement inexplicable à la grève du 1er mai — peut-être, au vrai, plus commandé par cette politique internationale fausse que par l'appréciation des forces ouvrières du moment — telles sont, à mon avis, les deux raisons essentielles pour lesquelles nous assistons impuissants à la destruction radicale des conquêtes que nous avait permis de réaliser le plus formidable mouvement de notre histoire syndicale. Cela indique avec suffisamment de force l'urgente nécessité d'un redressement réel du mouvement. Cela nous ramène inexorablement à l'étude des possibilités et des conditions de ce redressement. J'en ai déjà indiqué quelques-unes dans les colonnes de la R. P. Je voudrais bien savoir ce qu'en pensent nos amis, si toutefois les événements actuels leur laissent suffisamment de liberté d'esprit pour y penser. Il n'est que trop vrai qu'il y a quelque chose d'essentiel de faussé dans notre mouvement syndical. Comment y remédier? Comment revenir sur le terrain de classe? Comment retrouver notre force et la faire servir enfin à quelque chose de positif? Voilà le problème central que nous devrions étudier avec passion, si la tourmente ne vient pas, d'ici quelques semaines ou quelques mois, nous enlever jusqu'à la possibilité d'y réfléchir.*

*Il y a en tout cas un chemin qu'à mon avis nous ne devons pas prendre. J'ai observé avec intérêt l'effort de Georges Dumoulin à l'occasion de ce comité national confédéral pour que le secrétaire général de la C.G.T. n'obtienne pas, sur la politique internationale, l'unanimité qu'il souhaitait. Non que je n'accorde aucune valeur à l'unanimité. Mais, en la circonstance, il s'agissait de faire l'unanimité, à la faveur des événements de mars, autour de cette politique de fermeté qui forme l'objectif commun de Jouhaux et de ses amis staliniens.*

*Dumoulin a eu raison de ne pas permettre cette unanimité-là, de même qu'à Nantes nous avions eu raison de ne pas vouloir y consentir. Cela avait d'ailleurs provoqué un grand mécontentement du « général ». Je me suis laissé dire qu'au C.C.N. ce mécontentement avait fait place à une véritable colère. Jouhaux ne tenait pas en place, m'a dit un membre du C.C.N., il tapait du poing sur la table, il trépignait, tant il était furieux de ne pas réussir son opération. Son ire ne ménagea même pas les abstentionnistes, au rang desquels on trouve des fédérations importantes, les mineurs, l'enseignement et le livre, en particulier. Encore une fois, tout cela, à mon avis, est très bien. Cela montre qu'il existe encore dans la C.G.T. des forces importantes qui ne s'abandonnent pas. Comme l'a dit Dumoulin, on était moins nombreux à Zimmerwald, pendant la « dernière ». Mais cela dit, je tiens à ajouter que j'ai accueilli beaucoup moins favorablement la nouvelle que Georges Dumoulin mettait en application, au lendemain même du C.C.N., le « Pontigny du Nord » dont il avait parlé après le congrès de son union départementale. Voici l'information telle qu'elle a été transmise par les agences et reproduite par la presse :*

Sous la présidence de M. Maurice Olivier, assisté de MM. P. Thiriez et G. Dumoulin, vice-présidents de la réunion, un certain nombre de représentants patronaux et des syndicats ouvriers se sont réunis au siège de la 1re Région économique, à Lille, le 17 avril 1939, à 15 heures.

Un examen général de la situation économique et de certains problèmes sociaux a eu lieu.

Les assistants à cette réunion ont convenu que l'intérêt général du pays exigeait un contact permanent entre les représentants des grandes organisations économiques pour aboutir, par le moyen de la coordination du travail, à une défense systématique et efficace de l'économie française et des conditions sociales d'existence des travailleurs.

De semblables examens auront lieu périodiquement et chaque fois que le besoin s'en fera sentir.

*Convenons qu'il existe un écart appréciable entre la conférence de Zimmerwald et une telle initiative! J'avais été intrigué par la formule de Dumoulin après son congrès : « Il faut repenser le syndicalisme ». Certes, il est nécessaire, comme je le soulignais il y a un instant, que nous fassions les uns et les autres, un effort pour déterminer un redressement de notre mouvement syndical. Mais il m'apparaît que, cet effort, nous devons le faire nous-mêmes, sur nous, entre nous, autour de nous. Je ne crois pas qu'on puisse aller « repenser le syndicalisme » à Pontigny et autres lieux, et*

*il me sera bien permis de le dire, sans acrimonie aucune, à Georges Dumoulin.*

*Pour moi, je ne puis raisonnablement quitter le terrain sur lequel je me suis maintenu, lorsque, précisément à propos du 1er mai, j'ai proposé au comité syndical des correcteurs parisiens, qui l'a adoptée, la résolution ci-après :*

Informé par la presse de la résolution votée par le comité national confédéral du 6 avril, le syndicat des correcteurs regrette que des fonctionnaires syndicaux se soient arrogé le droit, sans aucune consultation préalable des organisations, de supprimer la cessation du travail le 1er mai 1939.

L'offensive conjuguée du patronat et du gouvernement contre les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière organisée commandait au contraire à la C. G. T. de conserver plus que jamais à la journée du 1er mai son caractère d'action et de revendication.

C'est avec amertume et en protestant que les ouvriers du livre parisien, qui furent à la pointe du combat le 30 novembre dernier, accueilleront cette décision de capitulation prise par des hommes qui ont perdu le contact avec l'atelier.

Le syndicat des correcteurs s'élève contre l'entrée de la C.G.T. dans le jeu diplomatique; elle prend ainsi la lourde responsabilité d'entraîner la classe ouvrière française aux côtés de son capitalisme dans le prochain conflit guerrier, qu'elle devrait, au contraire, s'employer par tous les moyens à combattre et à éviter.

Le syndicat des correcteurs affirme de nouveau son opposition absolue à toute guerre où la vie et les intérêts des travailleurs français seraient, comme en 1914, sacrifiés pour une cause qui ne peut se confondre avec celle de la défense et de l'émancipation ouvrières.

*Le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière. Pas plus qu'il ne peut associer celle-ci à ses exploiteurs dans un conflit guerrier, il ne peut, à mon sens, cultiver l'illusion de la collaboration permanente avec le patronat, même lorsqu'on l'habille à la façon de Pontigny.*

M. CHAMBELLAND.

# L'affaire Reiss

## Un dénouement provisoire. - Questions au "Travail" de Genève

Le *Travail* de Genève — directeur politique L. Nicole — publiait le 17 novembre 1938 sur l'affaire Reiss les notes suivantes :

APRES UN MEURTRE

*Communiqué du juge d'instruction cantonal*

Par décision du 12 novembre 1938, le juge d'instruction du canton de Vaud a décidé de ne pas suivre plus outre à l'enquête ouverte sur le meurtre de Reiss Ignace, à Chamblandes, le 4 septembre 1937.

Grâce, notamment, aux recherches de la Sûreté nationale de Paris et de la Sûreté vaudoise, trois personnages ont été identifiés comme auteurs probables du meurtre, sans qu'il soit cependant possible, au regard de la loi, de les renvoyer actuellement au Tribunal criminel.

D'autres inculpés ont été arrêtés, en France et en Suisse, puis relâchés, les indices d'une participation au meurtre de Reiss n'étant pas suffisants pour une mise en accusation. Cependant, deux femmes sont renvoyées au Tribunal de police de Lausanne pour des faits d'espionnage politique et relation avec le meurtre de Reiss.

L'ordonnance de non-lieu pourra être révoquée et l'enquête sera reprise si, dans le délai de prescription (vingt ans), les meurtriers étaient découverts.

(*Réd.*). — *Ainsi donc se termine une affaire que la presse bourgeoise a montée en épingle et largement utilisée contre les organisations communistes. Une fois de plus, nous avons eu raison d'être circonspects. Quant à l'issue de l'instruction, elle n'en souligne que davantage le rôle ridicule de certaine presse au service de l'anticommunisme ordonné et voulu par les dictatures de Rome et Berlin.*

C'était un peu fort de café comme mauvaise foi et déformation des faits. Une lumière aveuglante a été faite sur l'affaire Reiss. L'instruction a mis en cause plusieurs personnalités soviétiques; provoqué l'arrestation de deux agents subalternes du Guépéou — Semirensky et Lydia Grosovskaya, femme d'un fonctionnaire de l'ambassade de l'U.R.S.S. à Paris, mise en liberté sous caution sur demande de cette ambassade et évadée peu après (car de la caution, on se moquait bien entendu; le Guépéou n'est pas à court d'argent). L'instruction a révélé que le crime avait été organisé par un des collaborateurs de Ejov, venu à Paris, nommé Spiegelglass. Et bien d'autres choses. Il y a là-dessus, outre les détails fournis par la presse entière — exception faite, bien entendu, des journaux staliniens — un intéressant petit livre de Victor Serge, Wullens et Rosmer.

Nous pouvions nous demander, en lisant l'entrefilet du *Travail :* Quel intérêt les socialistes genevois ont-ils donc à couvrir les crimes du Guépéou? à se discréditer et déshonorer en s'en faisant ainsi les complices? Pourquoi trompent-ils ainsi leurs lecteurs?

La bonne foi du rédacteur de la note du *Travail* paraissait en effet à peu près inconcevable.

Le procès de Renata Steiner et d'Hélène Hesse vient d'avoir lieu à Lausanne. Ces deux agents subalternes des agents du Guépéou ont été condamnées à des peines minimes, car il est apparu qu'elles s'étaient acquittées de besognes de surveillance et autres sans se douter que l'on préparaît un assassinat. Renata Steiner a avoué avoir surveillé Léon Sédov à Antibes, puis Reiss en France et en Suisse. C'est elle qui a loué l'auto qui a servi au crime. Les débats du procès ont surabondamment confirmé que les deux femmes travaillaient pour le compte du Guépéou. Renata Steiner avait été mariée à Moscou. C'est à Paris, à l'*Union des Amis de la Patrie Soviétique,* qu'elle avait rencontré ses recruteurs.

Si le *Travail* de Genève et son directeur, le citoyen Léon Nicole, ont été jusqu'ici induits en erreur, ils diront — ils ont dit? — maintenant ce que les socialistes suisses — comme les autres — ne peuvent pas ne pas penser de l'emploi systématique, par les agents de Staline, de la calomnie et de l'assassinat au sein du mouvement ouvrier d'Occident. Ils évoqueront peut-être les noms d'Andrés Nin, de Kurt Landau, d'Erwin Wolf, de Marc Rein-Abramovitch, kidnappés et assassinés en Espagne, et Rudolf Klement, kidnappé et assassiné en France l'an dernier.

Et s'ils ne le font point, c'est bien que, stalinisés à en perdre jusqu'au sentiment de la mesure, jusqu'a la capacité de rougir, ils se font délibérément les complices des assassins Rossi-Abbiat, Martignat, Spiegelglass, Ejov, Staline.

UN SOCIALISTE.

# L'Afrique équatoriale vue par un noir

C'est avec empressement que je profite de l'occasion qui m'est offerte de faire entendre notre voix au public métropolitain.

L'impérialisme français, en effet s'évertue, à l'ordinaire, avec un bonheur satanique, à bâillonner notre race de telle sorte que ni ses gémissements ni ses protestations ne puissent être entendus.

Après quoi, d'ailleurs, avec une belle impudence, il prend lui-même la parole en notre nom et informe l'univers de ce que, d'après lui, nous pensons de la vie qu'on nous fait et des petits maîtres blancs qu'on nous impose. Ainsi se maintient la légende qui nous déclare satisfaits du sort que nous font les Français, légende qui, avec celle de notre incapacité à nous diriger nous-mêmes, contribue à faire de nous des êtres inférieurs voués à la tutelle perpétuelle du blanc.

Le rapport qui suit, émanant d'un jeune nègre africain et relatif à une tournée entreprise par celui-ci en Afrique Equatoriale, montre sous son véritable jour l'impérialisme français. L'auteur ne connaît ni l'Europe ni ses luttes idéologiques; il parle suivant son cœur, et son récit n'est pas fabriqué ou déformé pour les besoins de la cause.

J'ai enlevé de ce réquisitoire certains passages horrifiques dont la divulgation nécessiterait le huis clos. Tel quel, il stigmatise encore assez bien la férocité jésuitique de l'impérialisme français.

Le voici :

*J'ai quitté mon village le 8 septembre 1935, accompagné de mon cher Salomon. Nous mîmes 5 jours pour arriver à la limite du Cameroun et du Gabon. Le jour où nous traversâmes la limite, j'étais bien content, car c'était le commencement de ma grande et dure mission.*

*Les premiers villages que je rencontrai étaient assez bien tenus, à la manière indigène, et il y avait un grand nombre d'habitants. Mais la première chose que je remarquai était la question de l'hygiène.*

*Plusieurs villages étaient atteints de maladies variées telles que : le pian, la lèpre et des maladies vénériennes. Aucun soin ne leur est dispensé. Les enfants sont pourris de gale, les pieds rongés par les chiques.*

*Je demandai à un jeune homme si le médecin de la région faisait des tournées pour soigner tous ces malades ou les faire transporter à un hôpital où ils puissent recevoir des soins.*

*La réponse que je reçus a été celle-ci : « Si le docteur fait des tournées, c'est pour nous dépouiller et non pour nous soigner. Les infirmiers et les miliciens qui accompagnent le docteur font comme lui... »*

*Le docteur colle des amendes aux pauvres chefs pour se procurer des sous, et ses infirmiers ramassent poulets, moutons, vivres, partout où ils passent, violent de jeunes femmes, maltraitent les chefs, etc...*

*Quant aux malades qu'ils doivent soigner, ils sont traités comme des prisonniers; ils reçoivent des coups, portent les lourds bagages de butin jusqu'à Ozom, qui est le chef-lieu. Une fois arrivés à Ozom, ils sont traités comme des manœuvres et affectés à faire des plantations, des routes, sans même recevoir de soins. Quelques-uns, parfois la plus grande partie, meurent et les survivants se sauvent, estimant préférable de mourir chez eux.*

*Voilà pourquoi les habitants, une fois qu'on leur signale l'arrivée du docteur, se sauvent dans la brousse, même s'ils sont malades.*

*Ce jour-là je notai dans mon carnet : « L'heure est arrivée! Ma mission commence. Mais pourrai-je pousser ce dur travail jusqu'au bout? »*

*Au bout de deux jours de voyage, j'ai rencontré le chef de subdivision de la région en train de réparer certains ponts endommagés.*

*Celui-ci était un vrai bandit. Il cherchait des sous par tous les moyens et en donnant des amendes aux pauvres chefs indigènes, injustement. Les manœuvres qui réparaient les ponts travaillaient de cinq heures du matin à sept heures du soir. « Il faut savoir que ces pauvres hommes ne sont pas payés », me souffla un jeune homme.*

*Mais le malheur qui règne au Gabon, les assassinats qui se passent dans ce pays, pour les étudier, il faut aller dans les chantiers où l'on travaille l'okoumé.*

*Malheureusement l'accès dans les chantiers n'est pas facile. Les chantiers sont surveillés par les polices que les chefs de chantier organisent. Les étrangers qui essaient de rentrer sans un papier du chef de subdivision de région sont arrêtés, maltraités et jetés dans des prisons : les prisonniers sont très maltraités, des chaînes au cou et aux pieds.*

*Je me demande pourquoi l'administration autorise des commerçants à avoir des prisons! Que de pauvres gens qui crèvent dans ces prisons, sans que le gouvernement soit au courant!*

*Ne pouvant faire autrement, je me suis embauché au Consortium. Ce Consortium qui achète des nègres partout. Quel bonheur ! L'occasion me permet de visiter ce fameux Macoc, qui est connu dans tout le Gabon.*

*J'y ai passé deux ans environ pour voir tout. Pendant ces deux ans, j'ai compté 75 morts par an, ce qui fait en tout 150 morts en deux ans, à ma connaissance.*

*Le riz et le poisson salé sont la seule nourriture qu'on donne aux manœuvres. L'huile qu'on leur donne a une odeur nauséabonde et rend les travailleurs malades. L'hôpital qu'on y a bâti est une sorte de prison; ceux qui y entrent en sortent difficilement. Le docteur qui y soigne est un ennemi acharné des nègres; il faut voir la manière dont on traite les malades!*

*Allons visiter un peu la prison où on enferme les manœuvres qui essaient de répondre. Le gouvernement confie au Consortium deux miliciens pour garder la prison. Les pauvres couchent par terre, des chaînes aux pieds et au cou.*

*Voyons le travail que font les manœuvres. C'est le plus dur que j'ai jamais vu. Le travail commence le matin à cinq heures et finit à six heures du soir, quelquefois sans repos à midi.*

*Allez voir des malheureux qui ont perdu leurs membres, bras et jambes; ils ne peuvent plus retourner chez eux; ils meurent dans le malheur et le chagrin!*

*Ah! je n'oublierai jamais le Consortium. Le Consortium qui ne peut jamais garder que les illettrés, Consortium où les Européens commettent des crimes affreux; Consortium où le directeur lui-même est un bandit, du nom de Noyon.*

*Noyon qui, au lieu de rester à son bureau, travailler, passe de case en case coucher avec des femmes de travailleurs. Noyon, qui aime voir comment on applique la bastonnade aux hommes. Noyon qui ne veut jamais donner un sou aux travailleurs, mais qui veut que le travail soit activé jusqu'au dernier degré.*

*Oui c'est toi, Consortium, toi qui envoies des agents jusqu'à Ozom pour acheter des esclaves et c'est ainsi que tu les traites! Tous les employés sont engagés 2 ans, 3 ans... Le jour où l'un d'eux essaie de se sauver, les miliciens courent derrière lui. Malheur si on le rattrape, c'est sa fin!*

*Je termine cette note par les réflexions suivantes : j'ai appris que le Gabon, que j'ai parcouru pendant trois ans, relevant tant de crimes commis par les Européens, ce Gabon vient de fêter son « anniversaire » au mois de février : l'anniversaire du traité signé entre l'amiral Villiamez et le roi Denis (Gabonnais).*

*Le jour où ce pauvre roi a vendu son pays aux blancs, trahi par le rhum de traite, ce malheureux a cédé ses terres à un envahisseur, un voleur qui maltraite ses enfants.*

. . . . . .

La Ligue de Défense de la Race Nègre fait siennes les déclarations qui précèdent et qui émanent de son représentant attitré du Gabon. Elle en prend la responsabilité intégrale et demande jusqu'à quand les Pouvoirs publics continueront à bafouer et à immoler la race noire et à soutenir les aigrefins et les sadiques qui la ruinent et la détruisent.

E. FAURE
*Président de la Ligue de Défense de la race nègre.*

## Nouveau coup de force de M. Daladier Interdiction de "SIA"

**L'article qu'on vient de lire devait paraître dans le numéro de « Sia » du 20 avril, mais ce numéro a été saisi !**

**Il a été saisi parce qu'en vertu d'une mesure occulte, ni publiée à l'« Officiel », ni communiquée au journal, « Sia » a été interdit sur tout le territoire français.**

**Ce coup de force a pu être réalisé par Daladier-Sarraut avec une apparence de légalité du fait que « Sia » contenait des pages en espagnol et en italien et qu'une vieille loi donne au gouvernement le droit d'interdire un journal publié en langue étrangère. Bien entendu ce n'est là qu'un prétexte. Ce qui gênait ces Messieurs c'étaient les articles vigoureux et documentés, du genre de celui qu'on a lu ci-dessus, que contenaient les pages françaises.**

**Il va de soi, naturellement, que la** Solidarité Internationale Antifasciste **a pris ses mesures pour pouvoir continuer à faire entendre sa voix. Daladier et Sarraut en seront pour leurs frais.**

# VIVE LA LIBERTÉ !

**PEUPLE FRANÇAIS,**

**On t'invite à défendre l'« Empire » contre les convoitises fascistes.**

**« Un Empire dix-huit fois plus vaste que la France, qui te donne des hommes, des matières premières, des points stratégiques qui font ta force dans le monde », te dit-on.**

**Mais on ne te dit pas tout.**

**SAIS-TU comment est géré ce « patrimoine sacré », de quelle façon la France y « assure l'ordre, la prospérité, la justice » ?**

**SAIS-TU que l'immense majorité des 70 millions d'êtres humains qui peuplent cet Empire ne sont pas des citoyens, mais des sujets ?**

**SAIS-TU que les droits de l'homme, les libertés les plus élémentaires, et jusqu'à la possibilité de se déplacer, leur sont refusés ?**

**SAIS-TU que 90% d'entre eux, systématiquement maintenus dans l'ignorance, sont illettrés ?**

**SAIS-TU qu'ils sont soumis à une répression impitoyable, que par milliers, ils sont, depuis des mois et des années, en prison ?**

**VEUX-TU les aider à obtenir l'amnistie ? Et te joindre à nous pour réclamer la libération d'El Fassi, du Comité d'Action Marocaine, déporté au Gabon ; de Messali, du Parti du Peuple Algérien, emprisonné à Alger ; de Bourguiba, du Parti néo-destourien, en prison à Tunis depuis une année.**

**Alors, accours, toi, peuple de Paris, au :**

# GRAND MEETING

**organisé sous les auspices de la S.I.A.**
**par son bureau de défense des peuples coloniaux, qui a lieu :**

**VENDREDI, 28 AVRIL, A 20 H. 30**
**aux SOCIETES SAVANTES, 8, rue Danton**

**sous la présidence de Casati, ancien maire de Saïgon**
**Y prendront la parole :**

**Félicien CHALLAYE, E. FAURE, Marceau PIVERT, Robert LOUZON, Georges PIOCH, M.-G. ROSENTHAL, Raymond FROIDEVAL, Fenner BROCKWAY, et de nombreux autres orateurs Algériens, Tunisiens, Indochinois, etc...**

# NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

## PLOUTOCRATIE CONTRE FASCISME

Pourquoi le message de Roosevelt à Hitler et Mussolini, par lequel il prend nettement parti contre eux, en se déclarant pour le *statu quo*, cher aux « puissances repues », contre le nouveau partage du monde réclamé par les « Etats totalitaires » ?

Est-ce par intérêt commercial ? Le message a-t-il pour but de faciliter l'abrogation du *neutrality act*, abrogation qui permettrait aux commerçants et industriels américains de vendre aux belligérants, comptant et franco bord, donc sans risques, et à très haut prix, les marchandises dont ils auraient besoin? — Sans doute. D'ailleurs de grands plans sont déjà élaborés, en prévision, par les grandes banques américaines qui, afin de « faciliter » à la France et à l'Angleterre le paiement de leurs achats, envisagent la mise sous séquestre de toutes les valeurs américaines possédées par des Français et des Anglais, et l'emploi de ces valeurs comme paiement des achats qui seront faits par les Etats français et anglais en Amérique. Comme on estime que le montant de ces valeurs atteint peut-être 4 milliards de dollars, voilà qui fera déjà pour plus de 150 milliards de francs de commandes de guerre franco-britanniques dont le paiement est assuré!

Est-ce par intérêt impérialiste ? — Sans doute aussi. Le grand rival des Etats-Unis, dans la course impérialiste, c'est le Japon. Qui commandera le Pacifique? Qui se réservera la Chine ? Les Etats-Unis ou le Japon ? C'est ainsi que se pose le problème de l'impérialisme pour l'Amérique. Or, comme le Japon s'est institué le partenaire de Rome et de Berlin, on conçoit que l'Amérique, rivale du Japon en Asie, se range en Europe du côté opposé à Rome et à Berlin.

Mais n'est-ce pas aussi, et surtout, par intérêt de classe ? — Les Etats-Unis sont, avec l'Angleterre et la France, l'un des trois grands pays ploutocratiques, c'est-à-dire un pays où l'Etat est dominé par les « magnats », les « 200 familles » comme l'on disait naguère (qui d'ailleurs sont loin d'être 200). Malgré quelques éclipses passagères, plus apparentes que réelles, ce sont les maîtres des trusts et de la Banque, les Rockefeller et les Morgan, qui sont les seuls vrais dirigeants de l'Etat en Amérique, tout comme la City est le seul vrai dirigeant en Angleterre, et la banque Lazard en France.

Or c'est un fait que la ploutocratie se sent menacée par le fascisme. Non pas peut-être dans ses richesses mais dans son pouvoir. Sous le régime fasciste, et plus spécialement sous celui du national-socialisme, elle garde plus ou moins son or, mais elle perd la direction de l'Etat. Il ne me semble pas contestable que les magnats de la Ruhr ont, dans l'Allemagne d'Hitler, une influence politique infiniment moindre que dans la République de Weimar.

Ce qui a pu tromper à cet égard c'est que Hitler, ainsi que Mussolini, ont été vigoureusement soutenus par les ploutocrates dans leur ascension vers le pouvoir. L'argent des charbonnages et des aciéries rhéno-westphaliens, l'argent de la Fiat et de l'Ansaldo ont à peu près seuls entretenu les « sections d'assaut » et les « escouades fascistes » durant qu'il s'agissait de détruire les organisations ouvrières. C'est parce qu'alors les magnats, partout, tremblaient de peur. La crainte de la contagion de la Révolution russe, des événements comme l'occupation des usines en Italie, les insurrections de 1919 à Berlin, de 1921 en Allemagne centrale, de 1923 dans la Ruhr, etc... leur faisaient considérer comme indispensable de doubler la force de l'Etat d'une force auxiliaire, irrégulière. Et c'est pourquoi tout en dirigeant, occultement, l'Etat « démocratique », ils subventionnaient, non moins occultement, un corps de partisans dressés contre ledit Etat.

Mais lorsque, grâce aux subsides et à l'appui des ploutocrates, les bandes fascistes se furent emparées de l'Etat, lorsqu'elles eurent occupé la maison, elles dirent à leurs anciens protecteurs, tout comme Tartuffe : « La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir. »

L'expulsion ne fut point brutale, ni instantanée. On prit son temps, et plus ou moins de ménagements, mais l'expulsion n'en finit pas moins par avoir lieu, et c'est ce dont les ploutocraties des divers pays ont fini, maintenant, par se rendre compte.

L'été dernier, dans l'une des villes dont les réactions à ce point de vue sont les plus intéressantes à observer, du fait, d'une part, qu'elle est très proche de l'Allemagne, et que, d'autre part, elle est une des principales forteresses du capitalisme mondial, à Zurich, un vieux militant, excellent observateur des choses sociales, me disait : « Dans les premiers temps du régime hitlérien, nos grands capitalistes étaient nettement philofascistes, ils encourageaient de toutes leurs forces la naissance, à Zurich, d'un mouvement calqué sur l'hitlérisme allemand; maintenant, changement total : ce sont eux, actuellement, qui mènent la campagne contre le fascisme, ce sont eux qui nous invitent, nous militants d'extrême-gauche et organisations ouvrières, à nous joindre à eux pour lutter contre Hitler ! »

Le monde de la finance est suffisamment perméable et internationaliste pour que les réactions de la finance zurichoise n'aient pas tardé à le pénétrer tout entier; elles n'ont certainement pas mis longtemps à gagner Wall Street.

Telle est, à mon sens, la raison profonde du message de Roosevelt.

## LE CAPITALISME D'ETAT EN CHINE JAPONISEE

Voici longtemps que nous n'avons pu parler des événements d'Extrême-Orient, l'agitation de notre petite Europe nous ayant absorbé entièrement, bien qu'elle ait, sans doute, moins d'importance que ce qui se passe là-bas.

Ainsi qu'il était facile de le prévoir (cf. *R. P.* du 10 août 1938), le Japon s'est borné, pour le moment, à occuper ce qu'on pourrait appeler le quart Nord-Est de la Chine, c'est-à-dire la région comprise entre la frontière russe au Nord, le Pacifique à l'Est, le Yang-Tsé au Sud, le Han et la branche verticale du Fleuve Jaune à l'Ouest, étant entendu que pour l'avant-dernière limite cela implique qu'elle soit assez largement débordée afin que soit assurée la sécurité de la voie de communication extrêmement importante qu'elle constitue. Le Japon n'a pas essayé, depuis plus de 6 mois qu'il a conquis ce territoire, de pénétrer plus avant dans l'intérieur, à l'Ouest, et il n'a occupé dans le Sud que des points stratégiques sur la côte, dont le plus important est Canton, afin d'empêcher le ravitaillement des forces chinoses par mer, et aussi d'avoir une base de départ, à la fois sur l'anglaise Hong-Kong et sur la française Indochine.

En revanche il semble s'être préoccupé d'« organiser » aussi rapidement que possible les territoires conquis et qui constituent, à tous points de vue, les régions les plus riches de la Chine. Malheureusement les renseignements que l'on a à cet égard, comme tous ceux qui concernent les faits vraiment importants, sont assez rares; ils permettent cependant de se rendre compte de la direction générale suivie.

Au point de vue politique, les Japonais ont divisé leur Chine en deux Etats, ayant deux gouvernements distincts qui sont composés, tous deux, de Chinois, mais soumis tous deux, bien entendu, à la tutelle japonaise, et dont l'un a son siège à Pékin (c'est le gouvernement de la « Chine du Nord ») et l'autre son siège à Nankin (c'est celui de la « Chine du Centre »).

Pour l'organisation économique, c'est le capitalisme d'Etat qui, tout comme au Mandchoukouo, semble avoir eu la préférence du Japon.

Au point de vue monétaire on a substitué à l'ancien dollar chinois deux nouvelles unités monétaires : « le dollar de la Chine du Nord » et « le dollar de la Chine du Centre », dont les valeurs sont rigoureusement liées à celle du yen japonais, — et l'on a profité de cette substitution de monnaies pour introduire, en même temps, le contrôle de l'Etat sur les changes et sur les exportations.

Au point de vue industriel on a créé deux grandes compagnies d'Etat, l'une pour le Nord, l'autre pour le Centre, dont le capital a été fourni, moitié par l'Etat japonais, moitié par le public, et dont la direction est assurée par l'Etat japonais.

Il s'agit de compagnies très importantes, puisque celle de la Chine du Nord a un capital de 350 millions de yen, soit, au cours du change, environ 2 milliards de francs.

Enfin, au Japon même, l'intervention de l'Etat dans les affaires privées s'est manifestée par une nouvelle mesure, empruntée aux pays fascistes européens : les sociétés anonymes ne peuvent augmenter leurs dividendes, lorsqu'ils égalent ou dépassent 6%, qu'avec l'autorisation du gouvernement.

## LA POLITIQUE DE CATASTROPHE FINANCIERE A TERME DE M. REYNAUD...

La politique financière de Reynaud depuis qu'il a pris le ministère des finances se résume en ceci : emprunter à court terme, au lieu d'emprunter à long et moyen terme. Emprunter à court terme, c'est-à-dire à trois mois, six mois, un an ou deux ans au plus, au lieu d'emprunter pour trois, cinq, dix, vingt ans ou à perpétuité. Car il ne faudrait pas s'imaginer que, malgré tout son tapage sur son « redressement financier », M. Reynaud n'emprunte pas, ou emprunte moins que ses prédécesseurs.

Pour janvier et février l'état de la Dette publique qui vient d'être publié montre qu'il a été emprunté par l'Etat seulement (indépendamment des services publics et des départements et communes) *sept milliards* (exactement : 6 milliards 684 millions). Seulement, à la différence des emprunts à moyen et long terme qui se font par émissions publiques lancées à grand renfort de publicité (affiches dans les banques, dans les bureaux de poste, placards dans les journaux, etc.), ces emprunts à court terme se font en catimini, presque d'une manière occulte, dans les banques, par la délivrance continue de Bons du Trésor ou titres analogues, si bien que l'emprunt passe presque inaperçu du grand public. L'augmentation de la Dette n'en a pas moins lieu, et, d'après son rythme en ces deux premiers mois de l'année, il n'est guère besoin d'être grand prophète pour prévoir qu'elle dépassera tout ce qui a été fait, dans le genre, jusqu'à présent. Les emprunts de 1939, année du « redressement financier », atteindront certainement, et dépasseront sans doute les cinquante milliards, soit plus qu'en 1938 et beaucoup plus qu'en 1937. Pour un « redressement » c'est un vrai redressement.

Cet accroisement vertigineux de la Dette, qui, poursuivi à la même allure, la doublerait en moins de dix ans, la portant de 400 milliards à 800 milliards, entraîne, d'abord, comme tout accroissement semblable, la nécessité d'une nouvelle dévaluation à brève échéance, afin de réduire la valeur de cette quantité astronomique de francs. Mais, en outre, du fait que ces nouveaux emprunts sont des emprunts à court terme, ils sont une véritable épée de Damoclès suspendue sur le Trésor public. Lorsque l'Etat fait un emprunt — mettons pour dix ans — ses prêteurs ne pourront lui réclamer le remboursement de la somme prêtée que dans dix ans, l'Etat est donc tran-

quille, pour cette somme, pendant dix ans; mais lorsque l'Etat fait, comme aujourd'hui, des emprunts à trois mois, il lui faut trouver, chaque trois mois, un nouveau prêteur, pour lui fournir de quoi rembourser le prêteur précédent : s'il ne le trouve pas, c'est la catastrophe. Avec des emprunts à courte échéance qui se montent, comme ce doit être le cas aujourd'hui, à quelques soixante-dix milliards, la catastrophe est constamment suspendue sur les finances de l'Etat.

Et c'est pourquoi, depuis 1926, depuis la stabilisation Poincaré, tout l'effort des ministres des Finances successifs tendait à diminuer la dette à court terme en la remplaçant par des dettes à terme plus long. C'est pour cela que Poincaré avait fait aller les Chambres à Versailles. La réduction de la dette à court terme, qui était alors constituée essentiellement par les Bons de la défense nationale, paraissait à Poincaré une mesure si indispensable pour tout assainissement des finances de l'Etat qu'il avait jugé nécessaire d'en faire inscrire la suppression dans la Constitution.

C'est exactement le contre-pied de la politique financière de Poincaré et de toute politique financière saine que pratique depuis cinq mois Paul Reynaud, en demandant exclusivement à des emprunts à court terme l'argent dont il a besoin. Et aujourd'hui, loin de vouloir abandonner cette politique, il se propose de l'aggraver. Les Bons du Trésor ne lui suffisant plus pour combler le vide, il veut les doubler par de nouveaux Bons qui sont, purement et simplement, des Bons de la Défense Nationale... changés de nom. La loi constitutionnelle de 1926 ayant fixé un maximum rigoureux pour le montant des Bons de la Défense, Reynaud, n'osant violer la Consttution ouvertement, n'a pas osé modifier ce maximum constitutionnel par décret-loi, mais il crée de nouveaux Bons identiques à ceux de la Défense, dont le nom seul est changé. La forme y trouve peut-être son compte, mais certainement pas le fond. En émettant des Bons de la Défense Nationale, même débaptisés, au-dessus du maximum légal, Paul Reynaud viole la Constitution.

### ... ET L'ADMIRABLE CONSCIENCE DE CLASSE DE LA BOURGEOISIE

Ainsi, augmentation de la Dette publique à la cadence monstrueuse de plus de 10% par an, ce qui rend une nouvelle dévaluation du franc certaine dans un proche délai, augmentation de cette Dette au moyen d'emprunts à court terme qui mettront le Trésor dans l'obligation de recourir massivement à la presse à billets de la Banque de France à la moindre alerte, violation des principes proclamés depuis dix ans par tous les protagonistes des « finances saines », et inscrits dans la Constitution, — en outre, situation internationale dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est très tendue, et que la première victime de la guerre serait la France, tel est le tableau. Ce tableau est connu de tout le monde, des capitalistes étrangers aussi bien que des capitalistes français, et néanmoins, chose réellement incroyable, mais qui cependant paraît exacte : de l'argent entre en France en quantités notables, et cet argent s'emploie en fonds d'Etat; c'est avec lui que s'achètent les Bons du Trésor grâce auxquels Reynaud bouche quotidiennement son déficit.

Jamais la situation financière et la situation extérieure n'ont été plus mauvaises, et jamais l'Etat français n'a trouvé à emprunter si facilement!

Cet extraordinaire paradoxe ne peut s'expliquer, à mon avis, que par le sens de classe aigu que possède la bourgeoisie française.

Si la bourgeoisie donne son argent si libéralement, dans des conditions aussi risquées, au ministère Daladier-Reynaud, c'est qu'il lui faut, à tout prix, que la politique de force de ce gouvernement à l'égard de la classe ouvrière réussisse.

La bourgeoisie française sait pertinemment — aussi bien que son maître Ricardo — qu'il n'est pas d'autres sources de richesses que le travail, donc pas d'autres sources de profit que la plus-value, pas d'autres sources de profit que cette part du travail effectué par le prolétariat qu'elle s'approprie. Toute la politique sociale Daladier-Reynaud consistant à accroître la plus-value, à accroître la part du travail de l'ouvrier qui va aux mains des capitalistes, la bourgeoisie est prête à tout risquer — même l'argent dont elle n'a pas l'emploi! — pour que Daladier-Reynaud restent au pouvoir. Voilà pourquoi l'argent a coulé jusqu'ici à pleins bords dans les caisses de la rue de Rivoli, d'autant plus qu'en ne le prêtant qu'à court terme, elle sait que le jour où un gouvernement qui ne lui plairait pas prendrait la succession, elle n'aurait qu'à se faire rembourser pour faire chavirer tout le navire, et tomber le gouvernement qui aurait eu le malheur de ne pas posséder sa confiance.

Cependant il y a une fin à tout. Les ressources de la bourgeoisie française, même aidée de la finance étrangère, dont les intérêts, en l'espèce, sont solidaires des siens, ne sont pas intarissables, les risques qu'elle est disposée à courir ne sont pas non plus illimités, si bien qu'un moment arrivera où les succès de M. Paul Reynaud se convertiront en échec, à moins qu'il ait eu la prudence de passer la main auparavant.

Je ne serai pas étonné que ce moment soit assez proche.

R. Louzon.

P. S. — Au dernier moment je vois les réponses négatives de Chamberlain aux Communes (24 avril) sur l'état des négociations anglo-russes. Venant au lendemain du retour de l'ambassadeur anglais à Berlin, ce refus de fournir des explications sur ce qui se passe avec Moscou montre que la Russie ne marche pas. Staline refuse décidément de se faire le soldat de l'Angleterre, le défenseur des concessions de pétrole de la Shell en Roumanie. Pour une fois, félicitons-le !

Ce refus russe implique naturellement la nécessité pour l'Angleterre d'en revenir à la politique de mamours avec Berlin. Mais Berlin marchera-t-il?

# FAITS ET DOCUMENTS

**La résolution du comité confédéral du 6 avril 1939.**

*Voici le texte par lequel le comité national de la C. G. T., ou, plus exactement, la majorité dudit C. C. N. a manifesté une fois de plus sa position belliciste, et, en bonne logique, allant jusqu'au bout de sa pensée, a supprimé la cessation du travail pour le 1er mai 1939 ! :*

Le C.C.N. rappelle que l'attitude permanente du mouvement syndical comporte un attachement fidèle à la défense de la personne humaine et de la liberté et une opposition irréductible à la guerre, considérée comme le pire fléau de l'humanité.

Le C.C.N. approuve sans réserve la condamnation élevée par le bureau de la F.S.I. réuni à Londres contre les violences et les agressions répétées des pays totalitaires.

D'accord avec la F.S.I., il réclame la réalisation immédiate de l'initiative prise par le gouvernement de Grande-Bretagne avec le concours de la France, de la Pologne et de la Russie, pour la formation d'un Front pacifique ouvert à tous les pays sans exception, ayant pour objet la défense de la liberté et de l'indépendance des peuples.

Il convie les gouvernements de Grande-Bretagne, de France, de Pologne et de Russie à se concerter pour prendre immédiatement des mesures de garantie mutuelle et de soutien complet pour l'éventualité de nouvelles agressions de la part de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. En faisant cette déclaration, le C.C.N. précise que le mouvement syndical ne nourrit aucune animosité contre les peuples allemand et italien, dont il sait que la grande majorité désire ardemment vivre en sécurité dans la paix.

Il estime nécessaire de proclamer qu'il reste plus que jamais fidèle à l'idée d'une conférence internationale ouverte à tous les peuples, destinée à réaliser le désarmement et à donner par des moyens pacifiques une solution équitable et durable aux problèmes politiques et économiques qui n'ont cessé de s'aggraver depuis plusieurs années.

Le C.C.N. déclare que cette œuvre de défense immédiate de la paix doit être appuyée par la convocation d'une conférence internationale ouvrière réunie sous l'égide de la F.S.I., qui aurait notamment pour mission de déterminer les moyens économiques de s'opposer aux tentatives des pays disposés à troubler la paix du monde.

⁂

Le C.C.N., après examen de la situation intérieure et des attaques contre la classe ouvrière, les lois sociales et les libertés républicaines, confirme intégralement la déclaration de la Commission administrative de la C.G.T. du 21 mars 1939.

Il signale en particulier :

1° L'abus intolérable que représente l'application des décrets permettant d'instaurer la semaine de 60 heures sans qu'on se soit préoccupé des répercussions néfastes de cette application sur la production ;

2° Le caractère unilatéral des sacrifices réclamés aux masses laborieuses, alors que la marge des profits est de plus en plus scandaleusement ouverte au grand patronat ;

3° La nécessité d'obtenir rapidement une mesure complète d'amnistie générale en faveur des travailleurs victimes de leur action de défense des libertés ouvrières.

Le C.C.N. constate que le Plan de la C.G.T. devient chaque jour d'une actualité plus grande et d'une nécessité d'application plus impérieuse, particulièrement en ce qui concerne l'organisation et la répartition des crédits, le contrôle des prix et la réalisation d'un vaste programme de travaux publics. Il demande, en conséquence, à toutes les organisations adhérentes d'intensifier sur ces points leur campagne d'explication et de propagande.

Le C.C.N. estime qu'exceptionnellement la journée du 1er mai n'entraînera pas obligatoirement, cette année, la cessation du travail ; des orateurs seront mis à la disposition des Unions départementales pour assurer de grands meetings, qui pourront se tenir le samedi 29, le dimanche 30 avril et le lundi 1er mai.

**La résolution proposée par Georges Dumoulin.**

*Au texte qu'on vient de lire, et que Léon Jouhaux aurait voulu voir adopter à l'unanimité, Georges Dumoulin a opposé une résolution qui, bien entendu, n'a pas été publiée par les quotidiens soi-disant ouvriers, même pas par le* Peuple. *Evidemment, cette résolution n'a obtenu que trois voix, celle de son auteur, représentant l'Union des syndicats du Nord, celle de la Fédération postale et celle de la Fédération de la bijouterie. Ce n'est cependant pas une raison pour la tenir sous le boisseau. N'accorder d'importance qu'aux grosses organisations ou qu'aux majorités compactes, c'est un sentiment totalitaire au premier chef, et que nous n'admettrons jamais, quant à nous. Notons d'ailleurs que les opposants à la résolution de la majorité furent plus nombreux que les organisations qui votèrent la résolution Dumoulin, puisqu'aux trois organisations ci-dessus indiquées s'ajoutèrent la Fédération des techniciens et les Unions du Calvados, du Doubs et de la Savoie. Au total, donc, trois Fédérations et quatre Unions manifestèrent nettement leur opposition au bellicisme de la direction confédérale. En outre, s'abstinrent six autres Fédérations, les mineurs, le livre, l'enseignement, la chapellerie, l'habillement, la pharmacie et 1 Union celle de Maine-et-Loire. Cela dit, voici le texte de la résolution proposée par Georges Dumoulin :*

La gravité des événements, l'imminence des périls qu'ils engendrent placent le Comité confédéral national devant les lourdes responsabilités qui échoient aux organismes dirigeants du mouvement syndical français.

Pleinement conscient de sa tâche, instruit par l'expérience des faits et des événements passés, le C.C.N. déclare que le syndicalisme de notre pays n'a pas à renouveler les erreurs, ni à commettre les fautes que les guerres du dernier quart de siècle ont entraînées à leur suite.

Il précise que le mouvement syndical français doit désormais cesser de prendre figure diplomatique et s'abstenir de réclamer des responsabilités et de revendiquer des mesures qui appartiennent en propre aux gouvernements et aux institutions publiques chargées de la direction des affaires du pays.

Il ne convient pas que la C.G.T. se prononce pour des alliances, des accords et des barrages appelant l'emploi de moyens de force, s'opposant à des pratiques de violence.

La C.G.T. demeure fidèle à ses traditions et à sa mission de paix. Elle exerce directement son influence sur les forces antagonistes des Etats capitalistes, entraînés par leurs obligations impérialistes à se heurter violemment sur les marchés du monde. Cette influence directe réclame l'action solidaire des prolétariats des pays où l'usage de la liberté n'a pas été aboli par les méthodes totalitaires.

Pour la paix, solidarité ouvrière internationale ;

Pour la paix, construction d'une Europe équilibrée dans son économie et dans la répartition équitable de ses richesses ;

Pour la paix, organisation d'une conférence internationale économique chargée d'élaborer les bases juridiques et sociales d'une paix durable.

Ces déclarations faites, le C.C.N. affirme avec force ses sentiments de solidarité fraternelle à l'égard de tous les peuples écrasés par la violence, à l'égard de toutes les races persécutées et de toutes les nations martyrisées.

Il s'oppose énergiquement au renvoi en Espagne franquiste des réfugiés et des combattants que les bourreaux du racisme espagnol attendent pour les exécutions sommaires.

⁂

La menace qui pèse sur les quelques droits demeurés en vigueur dans notre démocratie appelle les travailleurs français à se dresser vigoureusement contre le fascisme de l'intérieur et contre les entreprises fascistes du dehors.

Si cette action de résistance appelle des sacrifices nécessaires, la classe ouvrière française ne doit pas être seule à les consentir. Si le C.C.N. admet la nécessité de ces sacrifices comportant l'assouplissement des lois sociales, il rejette cependant et condamne les derniers décrets-lois institués uniquement pour favoriser les oligarchies capitalistes et financières.

Le C.C.N. n'accepte pas que la durée du travail soit portée à 60 heures dans certaines industries et ceci dans un but spectaculaire et publicitaire. Il n'accepte pas davantage que la durée du travail soit ainsi prolongée au détriment des travailleurs contraints d'effectuer moins de quarante heures par semaine, dans certaines branches industrielles.

Comme contre-partie aux sacrifices consentis, le C.C.N. réclame l'amnistie immédiate, pleine et entière pour tous les condamnés à la suite de la grève du 30 novembre et la réintégration des licenciés, des révoqués et des sanctionnés.

**« Nous serions plus nombreux à Zimmerwald... »** *Expliquant son attitude dans un article de* Syndicats, *Georges Dumoulin raconte comment il fut amené à s'opposer à lunanimité :*

Comme il arrive chaque fois, on m'avait nommé de la commission des résolutions, et nous nous sommes réunis à huit pour rechercher les moyens d'élaborer un texte qui, suivant les recommandations du Bureau confédéral, était appelé à réunir l'unanimité.

Or, au sein même de la commission des résolutions, j'ai assisté à la répétition de l'éternel débat diplomatique consistant à concilier les contraires, à amalgamer des mots et des phrases et à construire une sorte de « nègre » convenant à tout le monde.

Les uns parlaient de Dantzig, d'autres de Posen, chacun faisant le tour des différents fronts en préparation pour en évaluer la consistance, d'autres bâtissant des alliances, rassemblant des pays et établissant les règles de résistance et de fermeté à opposer aux entreprises totalitaires.

Je me suis séparé de ces débats au sein de la commission. J'ai fini par me persuader que la C. G. T. n'avait rien à faire dans ces discussions et que ce n'était pas la place du mouvement syndical de prendre ainsi figure diplomatique pour tenter de régenter l'Europe.

Des camarades mal renseignés, dépourvus d'informations sûres, prétendent se substituer au gouvernement pour jouer les diplomates, cependant que les gouvernants eux-mêmes ont déjà de la peine à voir clair au travers des informations et des nouvelles fausses.

J'ai estimé qu'il fallait en finir avec ces pratiques et mettre la C. G. T. dans sa situation véritable. Alors, pendant que les autres discutaient, j'ai rédigé un texte pour lequel je n'ai recherché aucune complicité. Mon but était tout bonnement de le communiquer au C.C.N. en demandant à celui-ci de ne pas rompre son unanimité sur ce texte, en votant celui qui était présenté par la majorité de la commission, et de considérer la résolution que je dépose comme une indication pour l'avenir.

Ainsi présentée, si j'avais voulu insister et user d'un minimum de propagande, il n'est pas douteux que cette résolution aurait recueilli une majorité importante de suffrages. Rien que sa lecture a déclenché dans le Comité national un mouvement de restriction et des déclarations d'abstentions importantes.

Quelques organisations, dont la Fédération postale, ont déclaré ne pas voter le texte de la majorité de la commission et se sont prononcées sur le mien. Voilà toute l'histoire.

Elle se ramène à une opération très simple. Je n'en peux rien si, quand notre secrétaire confédéral vient à Lille, il nous aime beaucoup et si, quand nous allons à Paris, il nous aime beaucoup moins.

Il s'est fâché parce que je ne m'étais pas conformé à la règle préétablie. Je ne me suis pas fâché pour lui dire que quelques suffrages recueillis par ma résolution marquaient que nous serions plus nombreux cette fois à Zimmerwald que nous ne l'avions été au cours de la guerre 1914-1918.

**Epilogue.** *La signature par Franco du pacte antikomintern et de la convention militaire que celui-ci prévoit constitue l'épilogue de la guerre de M. Chamberlain. En ce qui concerne la convention militaire, voici quelles en seraient les principales dispositions, d'après Geneviève Tabouis dans l'*Œuvre *du 10 avril :*

Le vendredi 7 avril, à 16 heures, un pacte militaire secret entre l'Axe, l'Espagne et le Japon a été signé à Burgos par le général Franco, les représentants de l'Axe et ceux du Japon.

Il se présente sous la forme d'un protocole, interprétation militaire du pacte antikomintern. Mais il est rédigé de telle sorte que l'alliance militaire pourrait toujours être démentie officiellement.

L'Espagne met à la disposition de l'Axe, pendant dix-huit mois, toutes ses bases aériennes et navales, afin qu'il puisse y faire exécuter différents travaux de réfection.

Une *commission de coordination* de l'Axe est créée en Espagne.

Par ce traité, Berlin, Rome et le Japon garantissent le territoire de Franco contre toute agression d'une tierce puissance. Franco déterminera le moment où, jugeant qu'il est en difficulté, il doit faire appel aux signataires de ce protocole.

L'Axe a le droit d'instruire et d'utiliser l'armée espagnole. Celle-ci sera mise sous le contrôle de la *commission de coordination* où se trouveront en nombre égal des officiers de l'Axe, des officiers de Franco et des généraux japonais.

Franco pourra désigner le président de cette *commission* et arbitrer les cas lorsque le besoin s'en fera sentir.

L'Axe, grâce aux efforts du général Jordana, se charge de tous les frais de l'exécution du plan Goering-Gambara, c'est-à-dire l'établissement d'une zone de 80 km. en arrière des Pyrénées et la création de certaines bases stratégiques.

De plus, l'Axe et le Japon prennent l'obligation de soutenir le général Franco dans ses revendications nationales territoriales.

A Berlin et à Rome on cite que ces dernières seraient la possession de Gibraltar et celle du Maroc français.

## LE COLLIER DE PERLES

« Voilà à quel état les dictateurs auront conduit l'Europe : pour nous, socialistes, pour nous, pacifistes, l'appel à la force est aujourd'hui l'appel à la Paix. »

Léon Blum
(*Populaire*, 16 avril 1939.)

⁂

« Si le pays a besoin — et nous le croyons — pour résister à la poussée hardie et à la violence concertée des « trublions » fascistes — de bander sa volonté et de tendre toute son énergie, pourquoi ne pas instaurer une véritable économie de guerre ? »

Charles Laurent
(*Tribune des fonctionnaires*, 15 avril 1939.)

⁂

« Avec quelle vaillance souriante, définitive, on envisageait près de nous, en ce dimanche 25 mars, l'hypothèse de la guerre toute proche ! »

M. R. Kaeppelin
(*Le Temps*, Lettre de Pologne, 14 avril 1939.)

⁂

« Je ne sais pas le russe, hélas !... »

Emile Buré
(*L'Ordre*, 17 avril 1939.)

# JOURNAUX • LIVRES, REVUES

**Jules Romains : LES HOMMES DE BONNE VOLONTÉ. — XV : PRÉLUDE A VERDUN. XVI : VERDUN.**

Les deux derniers livres de Jules Romains peuvent être placés parmi les meilleurs qui aient été écrits sur la guerre de 1914. Bien qu'ils jouent leur rôle exact de « chaînons » dans une œuvre qui se veut gigantesque, ils peuvent en être détachés et nous offrent une vue complète de la dernière guerre et de ses multiples et complexes rapports avec l'homme. L'auteur ne cherche pas à juger, à soutenir une thèse de partisan, il se veut objectif. L'événement est évoqué dans toutes ses dimensions. Il est recréé d'une manière totale, de l'intérieur, par l'analyse, par la vie de ses différents acteurs; de l'extérieur, par la synthèse, par l'effort d'une pensée intelligente et forte, par le caractère à la fois historique et épique du roman. Il est surprenant de noter quelle grandiose influence un écrivain honnête peut exercer par une telle œuvre et combien apparaît falot et bêtement sentimental, en regard du Jules Romains créateur, le Jules Romains de l'Appel au pays diffusé par les postes d'Etat fin novembre. La vérité est dure et froide, elle se moque des inflexions de voix. C'est elle qui nous tient comme une angoisse quand vous avez lu ces deux derniers tomes des *Hommes de bonne volonté*.

Et d'abord, il apparaît nettement que la guerre déclenchée par les hommes, par leur folie ou leur bêtise, par leurs passions ou leurs intérêts est un événement qui les dépasse tous; ceux qui la font, ceux qui croient la commander et même ceux qui en profitent. Celle de 1914 plus que toutes les autres est en dehors des règles.

Ceux dont c'est le rôle de la prévoir, le métier de la diriger sont les premiers surpris par les faits. Les états-majors sont impuissants à percer le « mur », ils cherchent vainement une adaptation aux nouveaux moyens de combat, le fameux coup décisif devient de plus en plus impossible. La guerre n'est plus à la mesure des prévisions humaines, il n'y a plus d'armées, mais « des millions d'hommes ». Et c'est l'histoire des grandes offensives vouées à l'échec, hécatombes inutiles incessamment renouvelées; mais c'est à ce prix qu'on espère maintenir le moral des troupes et des peuples. On n'ose pas avouer que la guerre s'est installée dans le temps, indéfiniment. On ne peut se résigner à l'évidence, à la guerre d'usure totale.

*« Le front sur tout son développement tend à devenir le lieu où deux coalitions de peuples se consument l'une par l'autre, sans rien réserver, sans rien sauver. Toute la vie, jusqu'à ses plus profondes ressources, de deux systèmes de nations, se porte là, le long de la plaie commune, pour s'y faire manger dans la purulence ardente qui les unit... »*

Comment réagissent les hommes prisonniers de ce délire collectif? Ils se sont installés dans l'horreur, dans la peur. L'enthousiasme est bien tombé, mais « ils tiennent ». Chacun s'est résigné, s'est trouvé des raisons; la contrainte sociale est plus forte que la révolte intérieure. Mais dans la vie quotidienne du guerrier, le patriotisme ne joue aucun rôle, il n'y a pas de héros, seulement des victimes qui acceptent volontairement leur sort misérable. Pendant la bataille de Verdun, Jerphanion essaye d'expliquer à son ami Jallez pourquoi les hommes acceptent « de tant souffrir et si longuement » : *« La société veut, aujourd'hui, que les hommes souffrent et meurent sur le front. Alors ils souffrent et ils meurent. Voilà... La grande force qui agit, évidemment, c'est la contrainte de la collectivité. Une fois que l'homme est là, il faut qu'il y reste. Il est pris comme un rat... Il est libre d'avoir par-dessus le marché la volonté d'être là... »* L'homme est pris tout entier par l'esclavage de la guerre.

Et nous retrouvons là la méthode unanimiste de présentation qui animait le premier livre de la série : Le 6 octobre. Tous les principaux personnages vivent devant nous, leur nouvelle vie quotidienne, aux différents étages de la guerre, mêlés à de nouveaux individus qui entrent à leur tour dans la grande fresque. Jerphanion joue de plus en plus le rôle d'un meneur de jeu, c'est lui qui essaie de penser cette chose inpensable. Dans le premier livre, *Prélude à Verdun*, il juge de la vie du combattant de première ligne dans une lettre à Jallez. *« Jamais, tu m'entends, je n'oublierai l'ignominie de ces gaillards-là »*, écrit-il, en parlant de *« la merveilleuse floraison des profiteurs »*, de *« la bassesse des gens de l'arrière »*, de *« la sottise ordurière de tout un troupeau de littérateurs »*. *« Mais surtout ceci, oui, ces trois ou quatre mots, que je vois luire en lettres de feu à la paroi de mon abri :* RIEN NE VAUT ÇA. RIEN = *toutes les raisons qu'on peut invoquer.* ÇA = *la vie que nous menons (avec quelle mort suspendue sur la tête!) Voilà le dernier mot de la sagesse de la guerre. Tout le reste est littérature. »* Et il n'oublie rien : la saleté, la nourriture, la mort, l'odeur des morts, l'accoutumance effrayante des hommes à cette vie impossible, la camaraderie, le *« courage qui n'est nullement incompatible avec la frousse »*, le fatalisme animal, l'idée plus cruelle que la civilisation est fichue, d'un désastre général et irrémédiable et le souvenir douloureux d'une vie ancienne, d'une autre vie.

Mais il ne faudrait pas croire que les autres personnages sont sacrifiés; il n'y a pas à vrai dire de héros principal. Clauricard lui aussi est dans les tranchées, Wazemmes meurt à Verdun en chantant *la Marseillaise*. Et d'autres noms entrent dans le roman, Ivebard l'ami de Clauricard, l'auteur d'une attaque fictive, Fabre le camarade de Jerphanion, et des dizaines de personnages plus modestes, le combattant anonyme français ou allemand vivant et mourant à des millions d'exemplaires. Puis ce sont les chefs, les affaires d'état-major, la création de Duroure général ambitieux, Joffre, Galliéni, les chefs civils, Gurau, les députés en mission aux armées, Maykosen et Guillaume II, êtres réels ou inventés, évoqués sans aucun conformisme. Puis ce sont aussi les gens de l'arrière, Jallez mobilisé à Paris, l'ouvrier Maillecottin, le profiteur Haverkamp, le salon Godorp; mais nous sentons bien que l'essentiel n'est pas là, ils ne viennent que pour faire un tout, pour l'unité. L'essentiel c'est la bataille qui débute le 21 février 1916 et qui emplit tout le deuxième livre clos par le communiqué de Pétain en date du 9 avril. Et c'est là aussi qu'est la réussite littéraire et humaine de l'écrivain. La bataille nous est rendue présente dans son immensité d'horreur inhumaine et aussi dans ses plus menus détails quotidiens et individuels. Le lecteur subit avec angoisse, avec remords, avec dégoût ce délire de folie collective. Je pensais en lisant à Montherlant, (lui, au moins, on peut le croire sincère!), à son écœurement devant la dégoûtante lâcheté du peuple français de 1938 (la nôtre!), à sa répugnance de héros chevaleresque (1) devant notre peu d'empressement à défendre l'honneur de la patrie, la grandeur de l'Empire. Se peut-il qu'il soit fou à ce point? qu'il ait oublié à ce point? Notre pacifisme ne vient pas d'une peur particulière de la mort, mais d'une haine raisonnée et instinctive contre le crime collectif et inutile, et la guerre n'est plus que ça, destruction générale, massacre inutile.

On se prend à penser qu'aucun homme ne pourrait plus jamais accepter la guerre s'il avait seulement la volonté de relire à des dates régulières des livres comme ceux de Jules Romains. Non, je

(1) J'apprends par André Thérive, rendant compte dans *le Temps* du 26 janvier de *l'Equinoxe de Septembre*, que ce héros chevaleresque réformé et dégagé des obligations militaires s'est engagé en septembre comme correspondant de guerre!! Montherlant est donc aussi de ceux qui font la guerre avec la peau des autres.

le répète, que Jules Romains fasse œuvre sentimentale de partisan, qu'il pousse volontairement l'atmosphère au noir. Au contraire, il essaie de tout dire avec simplicité, avec force, il n'insiste pas sur l'horrible, ses moyens restent toujours sobres, il s'efforce de dégager ce qu'on pourrait appeler la vérité scientifique. Cela n'empêche pas non plus d'ailleurs que certains tableaux atteignent à la grandeur de l'épopée, mais il n'y a jamais démesure, ni grandiloquence. Le lecteur est doublement accablé. Il se demande pourquoi les hommes ont accepté une telle guerre si indubitablement folle, absurde, inhumaine et surtout stérile, inutile. Et à cette première question c'est encore Jerphanion qui répond : « *parce qu'ils ont commencé; et ce qu'on a commencé de faire prend une terrible autorité sur vous.* » Lui-même a accepté, c'est pourquoi, conclut-il, « *c'est une affaire où il y a beaucoup de victimes, mais bien peu de victimes innocentes...* » Et le lecteur se demande encore, avec cette fois une stupeur révoltée, s'il faudra recommencer pour s'apercevoir à nouveau que cela ne sert absolument à rien, sinon à ramener sur la terre une inimaginable sauvagerie dont la cruauté seule est moderne. Comment peut-on espérer défendre la démocratie, la liberté, la civilisation par la guerre (même victorieuse)? La guerre n'est-elle donc pas la négation de tout cela, l'installation dans le fascisme militaire, la servitude, la barbarie? Qu'on avoue défendre par ce moyen des conquêtes de force, des profits, des privilèges, cela à la rigueur pourrait se comprendre, même si la chose à l'usage doit se révéler un marché de dupes. Mais que les hommes dits de gauche, les communistes, les socialistes, les antifascistes nous reprochent de ne pas vouloir nous battre, nous désignant comme traîtres à l'occasion, cela dépasse les bornes. Nous ne les injurierons pas pour nous soulager, nous ne dirons pas que ce sont des traîtres (bien qu'ils semblent, eux, avoir tout trahi), des fous ou des criminels, nous ne leur demandons même pas de mourir pour prouver qu'ils sont sincères, simplement nous disons que nous ne voulons pas marcher, nous avons compris avant. — Max Brunher.

**Jean Giono : LE POIDS DU CIEL. — LETTRE AUX PAYSANS. — PRÉCISIONS.**

Les derniers écrits de Giono soulèvent des controverses fort vives. Cela est normal, non que nous ayons spécialement du goût pour les discussions et les jeux littéraires, mais malgré leur caractère littéraire (souvent trop accusé à mon goût et dans le mauvais sens du mot), ces trois ouvrages touchent aux problèmes de la vie, de la condition humaine, de la civilisation, problèmes qui se posent à notre époque d'une manière si aiguë et si angoissante.

Les livres de Giono et la manière dont ils sont écrits obligent le lecteur à une réaction personnelle. On aime ou on n'aime pas, de toutes façons, il faut choisir. Si on n'aime pas, on peut dire que Giono emploie un style gonflé, artificiel, trop littéraire, bien gênant malgré sa recherche de simplicité. On trouve qu'il y a trop de longueurs indigestes, on traite l'homme de rêveur, de poète avec un petit sourire entendu et méprisant. On peut même aller plus loin. C'est ainsi qu'André Thérive tronque à plaisir les textes pour prouver péremptoirement que Giono est un imbécile. Georges Sadoul, lui, dans *l'Humanité*, le fait marcher à plat ventre. René Arcos en arrive, pour défendre Romain Rolland, à la calomnie pure et simple. Deux choses seulement méritent à mon sens d'être retenues : Giono a la légion d'honneur (il l'a eue sans doute en 1936); il y a dans ses œuvres des longueurs, des passages verbeux, des faiblesses qui gâtent la beauté réelle de l'ensemble.

Pour bien comprendre son œuvre actuelle, il faut savoir que tout est maintenant subordonné pour lui au problème de la paix et de la guerre. « Je n'ai honte d'aucune paix, j'ai honte de toutes les guerres », affirme-t-il dans « Précisions ». L'état de paix, c'est pour lui la civilisation paysanne, la première civilisation du monde, la civilisation naturelle et humaine. Le développement incontrôlé des techniques, la civilisation industrielle et capitaliste (c'est tout un pour lui) conduisent à la vie artificielle, aux luttes économiques inextricables, à la guerre. Dans « Le Poids du Ciel » Giono expose ses idées, sa philosophie. La « Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix » est en somme une application de ses théories. Dans « Précisions » il tire les conclusions de la crise de Septembre, résume les efforts pacifistes qui se sont exercés alors, précise sa position personnelle.

« Le Poids du Ciel » est dans la ligne des « Vraies Richesses ». C'est un énorme pamphlet (1) pour la défense de l'individu, de son bonheur, de toutes les valeurs naturelles menacées par le développement insensé des techniques et d'une vie grégaire qui étouffe l'homme et le déracine :

... « *Ce qui compte pour l'univers, c'est la matière d'un individu; et inversement, pour la matière d'un individu, c'est l'univers qui compte. La condition humaine est la condition universelle. La fausse condition humaine est celle que les hommes imposent à l'homme... Il n'est plus possible désormais d'ajouter foi à un progrès qui est directement proportionnel à la dénaturation de l'Individu...* » (page 231).

Giono n'est pas pour le retour à la vie primitive des premiers âges, comme certains critiques l'affirment trop facilement :

« *Je ne suis pas l'ennemi de la technique. Je suis l'ennemi des formes modernes de l'emploi de la technique. Je ne veux pas détruire les avions, les phonographes, les cinématographes, la radio. Je dis seulement qu'il y a quelque chose de plus que tout ça et de plus beau : c'est un homme... Je ne crois pas que la technique puisse apporter toute seule le bonheur aux hommes. Je ne crois pas qu'il suffise d'une réforme de structure sociale pour que l'emploi de cette technique devienne soudain bénéfique. Je dis que nous serions peut-être sur la vraie route de la joie si nous nous servions en même temps et également de la technique et de la sagesse. Je dis que l'ennemi de la sagesse, c'est le profit; et je dis que la technique est une séduisante machine à profit. Les réformes de structure ne font jamais que changer le profit de place : il cesse de tuer la sagesse du capitaliste pour tuer la sagesse de l'Etat. La sagesse est de savoir que l'homme n'est pas un animal politique, mais qu'il est un animal naturel. Il n'a pas un absolu besoin de technique. Il existait des hommes heureux avant que la technique existe...* » (p. 231-232).

Je m'excuse de ces citations un peu longues, mais tant de bêtises sont dites à propos de Giono qu'il est bon de rétablir les textes. Déformer des thèses pour les condamner plus facilement est devenu un procédé de critique trop courant.

Evidemment, de telles affirmations sont souvent éloignées de nos positions syndicalistes, elles peuvent même nous choquer par une intransigeance voulue, mais la révolte d'un homme libre et honnête est toujours sympathique. De telles idées, une telle attitude méritent examen, non pas qu'elles soient très nouvelles, mais elles demeurent opportunes et nécessaires à une époque où les peuples deviennent si rapidement troupeaux. D'ailleurs Giono ne demande pas l'adhésion, mais plutôt le réveil de la réflexion individuelle :

« *La grande vérité est précisément qu'il n'y a rien ni personne à adorer nulle part... Je ne fais effort ni pour qu'on m'aime ni pour qu'on me suive. Je déteste suivre, et je n'ai pas d'estime pour ceux qui suivent. J'écris pour que chacun fasse son compte.* »

Ces paroles un peu orgueilleuses terminent le livre.

Certains passages comme celui sur la venue de la nuit, comme celui sur la connaissance sensuelle que l'homme peut prendre de son univers, sont d'une grandeur et d'une beauté poétique prodigieuses. D'autres, le petit artisan tisserand au tra-

(1) Son prix élevé (75 frs) s'explique par les astrophotographies. Une édition plus accessible (25 frs, je crois) doit paraître prochainement sans photographies.

vail, Marseille à midi sont d'une richesse poétique moins puissante, mais non moins extraordinaire. Je n'en serai que plus libre pour dire qu'il y a au moins cinquante pages de trop. On a l'impression par moments d'un délire verbal, c'est un foisonnement d'images parfois merveilleuses, parfois moins heureuses, dont le flot inutile rend la lecture assez pénible. Giono est certes un grand poète, il gagnerait à garder comme ses paysans le sens de la mesure.

Les paysans sont pour Giono, parmi les hommes, les êtres qui sentent le mieux le poids du ciel, c'est-à-dire qui connaissent vraiment la part immense de nature qui est en nous. Leur vie seule est naturelle. Eux seuls sont libres. Ils cultivent la terre pour faire vivre leur famille, ne produisent que les richesses qui leur sont nécessaires pour les échanges avec les artisans. Ils ne connaissent ni la monnaie, ni le profit. Ils vivent dans la paix, ils sont heureux. Est-ce de la part de Giono un rêve idyllique? Non, Giono a connu dans sa jeunesse des paysans provençaux qui vivaient ainsi, à la fois dans l'abondance et la pauvreté. Il en connaît encore, il y a encore en Provence quelques-uns de ces rares paysans libres. Malheureusement ceux que nous connaissons sont tout différents, ils ressemblent beaucoup plus à ceux décrits par Zola. Ils sont l'immense majorité et il faudra beaucoup plus que la lettre de Giono pour qu'ils perdent leur âpreté au gain et leur amour inutile de l'argent. Je suis persuadé d'ailleurs que Giono sait tout cela aussi bien que nous, il prétend seulement que l'humanité ne pourra se sauver, s'affranchir que si elle adopte la forme de civilisation paysanne qu'il présente avec amour, mesurée et libre :

*« Les politiques vont encore m'accuser de vouloir revenir au moyen âge; laissons les politiques... Il n'est pas question de moyen âge ici, il n'est question que de liberté »* (p. 34).

C'est une position. Il nous est permis de la trouver chimérique, irréalisable, de rechercher d'autres solutions, il serait injuste pourtant de nier que cette lettre renferme bien des vérités, souvent assez dures. Plus que la lettre d'un poète c'est celle d'un pacifiste qui voit dans une certaine forme de vie paysanne le seul moyen possible d'assurer la paix sur la terre. Et même dans l'état actuel des choses, il conseille aux paysannes, en cas de guerre, les maris étant mobilisés, de détruire tous les stocks, de ne cultiver que le strict nécessaire à la vie de la famille, d'arrêter la guerre par la menace de la famine. Le monde ouvrier est assez loin de vouloir et de pouvoir réaliser la grève générale qui empêcherait toute guerre, mais cette abdication n'est peut-être pas une raison suffisante pour trouver ridicule l'idée d'une grève générale des paysans ou des paysannes.

« Précisions » (2) est une brève anthologie des différentes actions menées pour la paix lors de la crise de Septembre. C'est aussi pour beaucoup de choses une utile mise au point. Giono, individualiste forcené, ennemi déclaré du parti, du chef, de l'esprit de masse, de la patrie, du faux héroïsme, peut, vu seulement à travers « Le Poids du Ciel », et malgré ce tempérament révolutionnaire, inspirer une profonde méfiance à l'ouvrier syndicaliste. Ne méprise-t-il pas réellement la condition ouvrière? N'oppose-t-il pas sans cesse la beauté de la vie du paysan, à la tristesse de la vie de l'ouvrier? Giono répond à ces inquiétudes légitimes et s'explique très honnêtement à ce sujet dans « Précisions ». Je lui laisse la parole pour finir :

*« Je croyais qu'il ne fallait plus compter sur les ouvriers pour tuer la guerre. Tous mes amis me disaient que j'avais tort; je croyais avoir raison... J'ai été injuste envers eux inutilement; ils ne dormaient pas; ils n'étaient pas prisonniers; c'était toujours le grand peuple. Ils étaient seulement, comme toujours, trahis par leurs chefs... Le plus important de tout était d'éviter aux ouvriers la honte des responsabilités de la guerre.*

*» Ils étaient assez grands pour l'éviter eux-mêmes. Il n'y avait pas besoin de s'occuper d'eux. Leurs qualités, qui sont les plus grandes qualités de l'homme en général, étaient intactes... Je me suis rendu compte que rien ne pouvait détruire la générosité et la grandeur de l'ouvrier. Rien : ni l'atroce travail auquel on l'oblige (et j'estime que c'est mettre un emplâtre sur une jambe de bois que de donner un congé payé, mais qu'il faut entièrement changer toute la méthode de travail, et je reviendrai souvent sur cette idée); ni l'avilissante compagnie du chef, l'avilissant contact de sa voix et de sa pensée; rien n'a empêché l'ouvrier de se dresser spontanément contre la guerre. Pour être exact, je devrais dire la plupart des ouvriers. Mais il est difficile de faire un compte et un départ... »* — Max Brunher.

(2) « Précisions », chez Grasset. Prix : 4 fr. 50.
« Lettre aux Paysans », chez Grasset. Prix : 7.50.

**« CELA DEPEND DE VOUS ». — Une série de livres relatifs à la paix.**

D'une seconde chronique que j'avais voulu consacrer à la crise de septembre, naît en s'élargissant le compte rendu général de toute une production relative à la paix. C'est à Emery que nous demanderons d'abord l'historique de celle qu'on a gâchée, rétrospective que nous trouvons aux premières pages du numéro spécial de « Crapouillot » : « Septembre 38 », et dans une brochure publiée en juillet dernier : « La Paix qui n'est pas encore faite... » qu'on se procure chez André Lavenir.

De son premier article donné à *Crapouillot*, sous le titre « De l'Armistice à l'Anschluss », nous tirons d'abord une chronologie pleine d'enseignements que je me permets de reproduire :

11 janvier 1923 : occupation de la Ruhr;
Juillet 1924 : la France accepte le plan Dawes;
1er octobre 1924 : Herriot présente à Genève un projet de protocole;
16 octobre 1925 : traité de Locarno;
17 février 1927 : Foch affirme à la Commission de l'Armée de la Chambre « qu'au 31 janvier le désarmement de l'Allemagne était effectif »;
28 août 1929 : Plan Young;
Octobre 1929 : Krach boursier de New-York, qui ouvre la crise économique mondiale;
30 juin 1930 : évacuation de la Rhénanie;
1er juillet 1931 : moratoire Hoover;
Mai 1931 : tentative d'union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche;
2 février 1932 : ouverture de la Conférence du Désarmement, Plan Tardieu;
30 janvier 1933 : arrivée de Hitler au pouvoir;
23 mars 1933 : Hitler annonce le réarmement de l'Allemagne si on n'amorce pas le désarmement général;
17 mai 1933 : Hitler accepte le plan Macdonald rejeté par la France;
14 octobre 1933 : l'Allemagne se retire de la Conférence du Désarmement et de la S.D.N.;
Juillet 1934 : putsch nazi de Vienne;
13 janvier 1935 : plébiscite de la Sarre;
Mai 1935 : voyage de Laval à Moscou et déclaration de Staline sur les armements français;
7 mars 1936 : réoccupation de la Rhénanie par l'Allemagne;
Juillet 1936 : accord Allemagne-Autriche;
17 juillet 1936 : rébellion espagnole;
Mars 1938 : Anschluss.

Plusieurs comparaisons sont importantes à faire en ayant sous les yeux ce raccourci de l'après-guerre : d'abord, où sont les changements profonds de la politique extérieure française correspondant aux changements de majorité à la Chambre et d'homme d'Etat au Quai d'Orsay? Emery montre lumineusement que, quel qu'ait été le chef de notre diplomatie, une ligne de conduite générale à peu près constante n'est pas difficile à trouver dans notre attitude : dans notre attitude efficace, s'entend, et non dans celle des déclarations publiques. Puis, Emery s'attache à descendre de leur piédestal quelques idées fausses puissamment accréditées dans l'opinion publique, comme l'existence ancienne d'une politique française des frontières naturelles et d'une haine héréditaire entre la

France et l'Allemagne. Il faut tout lire dans cet article : comment, le moment de gloire française passé, l'Angleterre reprend la direction des opérations; comment est paralysée peu à peu, puis enterrée définitivement, la Conférence du Désarmement; comment les problèmes posés par la conquête de l'Ethiopie auraient été examinés par avance entre France, Angleterre et Italie aux accords de Rome de janvier 1935 et à Stresa en mai suivant; etc., etc.

Je me suis étendu sur l'historique 1919-1938, parce que, comme dit Emery, « la cause essentielle du danger de guerre n'est pas Hitler, mais la paix injuste et ses conséquences ». Sur la crise de septembre, de nombreuses publications sont venues s'ajouter à celles que j'ai déjà signalées. Elles sont d'intérêt divers; mais dans toutes on peut trouver quelques grains de cette vérité qui fera reculer la guerre. Dans le discours que M. Georges Bonnet a prononcé au dernier congrès radical, il est bon de réfléchir quelques instants sur ce que M. Chamberlain a dit aux Communes, le 28 septembre, de l'attitude de Hitler à Berchtesgaden : « Il déclara catégoriquement que, plutôt que d'attendre, il était prêt à courir le risque d'une guerre mondiale... Je n'ai pas le moindre doute, aujourd'hui, quand je regarde en arrière, que seule ma visite a empêché une invasion, pour laquelle tout était prêt ». De la brochure consacrée par *le Temps* à « La Bataille pour la Paix », nous retiendrons, comme étant assez difficiles à trouver ailleurs, les différents messages de Benès et de Hodza à la nation tchécoslovaque, et les déclarations de Mussolini en divers points de l'Italie. En outre, M. Albert Mousset, chroniqueur des affaires étrangères au *Journal des Débats*, a réuni aux éditions de la revue *Affaires Etrangères* (57, bd Haussmann : 4 frs), ses articles de septembre. En plus des exposés historiques qu'on s'attend à y trouver, quelques-uns goûteront particulièrement des aperçus originaux sur la civilisation tchèque ou des précisions curieuses sur les religions en Subcarpathie. Je veux signaler aussi l'ouvrage de M. Louis Damblanc (« Comment fut sauvée la Paix »), préfacé par M. Henry Bérenger et édité par *la Concorde*. Quelque chose, maintenant, que nos camarades doivent tous acheter (4 fr.), c'est la publication de janvier 1939 d'*Informations*, périodique du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, concernant « l'information par la presse en septembre 38 » et intitulée : « Une guerre manquée ». Jour par jour, sous des rubriques concises et frappantes, ce numéro juxtapose les événements et les informations, et entre les uns et les autres jouent « l'art de présenter » (« donner à l'ensemble du journal un aspect « sensationnel », usage des photographies, usage des titres »), « l'art d'accommoder les faits » (« résumer de façon à fausser, choisir, tronquer, déformer, usage de la confusion, induction, interprétations, changer la valeur des faits, usage des allusions »), « l'art d'inventer » (« faux, fables, horoscopes et prophéties »). Henri Bouché recherche la vraie nature des « fausses nouvelles », en particulier des « communiqués du Foreign Office », qui en venaient effectivement, certes, mais non pas sous la forme d'un « communiqué dont les termes sont arrêtés et font foi » : sous la forme très habile d'une « déclaration autorisée » qui ne peut être ainsi ni confirmée officiellement ni démentie. A la fin du numéro, Emery (il est partout où on défend la paix par la vérité) recherche les conditions dans lesquelles pourrait s'établir une information honnête. Enfin, *Crapouillot* passe en revue, lui aussi, l'activité de la radio et de la presse au cours de la crise, classant les hommes de plume en « parti de la conciliation », « neutres » et « parti de la fermeté », et établissant avec beaucoup de doigté l'attitude des juifs devant la guerre. Jean Bernier trace un historique de la crise tchécoslovaque de l'Anschluss à Munich.

Le numéro se termine sur un article d'Emery : « Le Chemin de la Paix ». Et c'est alors la tâche urgente qui s'impose à nous après de si chaudes alertes : non seulement défendre, ce qu'on ne pourra faire éternellement d'une façon négative, mais organiser la paix. Est-ce que le mythe de la sécurité collective peut encore tromper quelqu'un? « On ne saurait échapper à cette conclusion très nette : la politique de force et d'intimidation, même décorée de vocables séduisants (équilibre, sécurité collective, mur de la paix, « ronde de la paix »), est peut-être capable de nous faire gagner la prochaine guerre — si gagner une guerre a encore un sens, — elle n'est sûrement pas capable de l'empêcher. La présenter comme une doctrine de paix, c'est confondre les mots, et surtout les idées ». Emery examine alors quelle méthode il faudra employer pour mener à bien la négociation, et précise en quel sens la France peut être forte. Je pense maintenant aux conférences qui ont été faites à Brunsvik, en Suède, à la Semaine d'Etudes de l'Institut Supérieur Ouvrier, et qui ont été réunies en brochure par le C.C.E.O. sous ce titre : « Construire la Paix... » Vous y trouverez, en particulier, « L'organisation de la Paix par le libre accès aux sources de matières premières et la redistribution des domaines coloniaux » par Lacoste, « Le Mouvement ouvrier et la Construction économique de la Paix » par Zoretti, « Le Mouvement syndical et la Construction de la Paix », par Georges Buisson. Enfin j'arrive au livre qui m'a fourni le titre de cette chronique, le dernier Jules Romains : « Cela dépend de vous ». Ardent défenseur de l' « Empire », l'auteur des « Hommes de bonne volonté » est cependant assez résolument pacifiste pour nous intéresser.

Au moment de finir, et pour essayer d'être complet, je trouve encore deux ouvrages qui doivent rendre un son assez différent de ceux qui m'ont occupé jusqu'ici : de M. Georges Friedmann « L'U.R.S.S. et le drame tchécoslovaque » et de M. Bernard Lavergne « Munich, défaite des démocraties » (tous deux aux Editions Denoël). — Bernard DENIZET.

**J.-B. Giauffret : JABOU.** Un vol, de 216 pages; 15 francs; éditions de la Fenêtre Ouverte, Paris.

J'ai lu *Jabou* un jour de l'été dernier; je viens de le relire; j'y ai éprouvé plus de plaisir encore.

Le livre s'ouvre sur cet avertissement : « *La Nouvelle Aventure*, dont *Jabou* est le premier volume, ne constitue point une autobiographie. C'est un témoignage sur la génération de l'auteur, celle qui, à cette heure, est en pleine force; c'est un témoignage sur des hommes pour qui la vie est davantage conquête que possession, qui ont un monde à rebâtir et qui s'y emploient. »

Nous sommes fixés : J.-B. Giauffret appartient à « la petite bande obscure des prolétariens » que n'aime pas André Thérive, le très inégal et très partial critique littéraire du *Temps*.

Son roman a la saveur du réel; il est sobre, émouvant, pleinement digne de figurer sur « la planchette à livres du militant » que Pierre Monatte recommandait, il y a plus d'un quart de siècle, aux jeunes que nous étions alors.

Jabou, c'est Jacques Bouvier, fils de Joséphine, femme de ménage, et d'Henri Bouvier, paysan devenu ouvrier à l'arsenal de Toulon pour trois francs et quatre sous par jour.

L'histoire de Jabou commence le 2 janvier 1900, sur le seuil de l'école maternelle. On est immédiatement empoigné... « Cet enfant, dit Fine, il vous fait tourner en bourrique avec ses questions ». Ces questions, ce sont celles qu'ont posées tous les fils de pauvres, à 5, 10, 12 ans...

Le film se déroule : le lit de Jabou, l'accident du père, le Grand Ferré... Et Jabou raisonne : « Qu'est-ce que tu as dans la tête, aujourd'hui? Où vas-tu chercher ce que tu dis? De quoi te mêles-tu toujours, mauvaise graine? ».

Il est écolier et avale tout ce qu'on lui enseigne; il chante l'*Internationale* avec son père et les grévistes de l'Arsenal; il est en classe quand saute le cuirassé *Iéna;* il va au catéchisme et au patronage du curé; il a son certificat d'études et ses parents décident d'en faire « un maître d'école » : le voilà à l'école primaire supérieure. Mais pourquoi vous conterais-je ce que vous devez lire : ce douloureux chapitre qui s'appelle : le

budget, ces salubres pages de vie à la campagne? Laissons Jabou; il a 15 ans passés.

Attendons la suite et disons que *Jabou* est un beau roman d'enfant du peuple. Faites une expérience : lisez l'un des prix littéraires de 1938 puis lisez *Jabou;* je sais d'avance votre conclusion. — JEAN VIDAL.

### NOUS AVONS REÇU :

**Alexandre Barmine :** *Vingt ans au service de l'U.R.S.S.* (Souvenirs d'un diplomate soviétique.) Un volume in-8°, avec de très nombreuses illustrations, 380 pages, impression sur vélin supérieur, prix 25 francs. Albin Michel, éditeur.

« Ce livre est la tragique et extraordinaire histoire d'un jeune diplomate soviétique, Alexandre Barmine, qui fut chargé d'affaires à Athènes, et qui aujourd'hui vit en France, où il s'est réfugié, poursuivi implacablement par le G.P.U. — Récit émouvant et d'une lecture passionnante que celui de cette vie, diverse et agitée, que l'auteur nous raconte sur le ton de la plus évidente sincérité! L'histoire de cette existence se détache d'ailleurs sur le fond, obscur et dramatique, de l'histoire de la Russie Soviétique; aussi ce livre est-il à la fois une autobiographie et un document social et politique de premier ordre. »

**Lucien Bossy :** *L'Enfance dans les fers,* un volume, 15 francs. Editions de la Librairie Critique, 19, rue Cels, Paris (14e).

« Tout semble avoir été dit sur les bagnes d'enfants.

» Et cependant...

» Après maintes et maintes lectures sur ce sujet, il m'apparaît que le récit véridique et sans ménagements de la vie d'un enfant du malheur fera plus que tous les écrits fantaisistes, n'ayant de sincère que le désir, très louable en soi, de défendre la cause sacrée de l'enfance déshéritée, vouée à l'opprobre des bagnes d'enfants avant d'avoir appris à discerner le Bien du Mal.

» En écrivant l'histoire de ma vie, mon seul but est de tenter, après tant d'autres, d'éveiller la pitié des femmes et des hommes de cœur, afin de jeter bas ces donjons, dignes de l'Inquisition, qui déshonorent l'humanité dans ce qu'elle a de plus sacré : l'enfant. — L. BOSSY. »

# Pour les dettes du "Cri du Peuple"

### HUITIEME LISTE

| | |
|---|---|
| Gavard (2e, 3e et 4e versements) | 30.— |
| Paul Foy (5e versement) | 20.— |
| E. G. | 20.— |
| Delsol (5e versement) | 10.— |
| Piron | 10.— |
| Th. Lippe (3e versement) | 33.40 |
| Vallon | 15.— |
| Duyck | 10.— |
| Veiller (Cantal) | 10.— |
| Esperanto | 10.— |
| Fabre | 30.— |
| Fronty | 25.— |
| Desobry | 5.— |
| G. Pelletier | 10.— |
| J.-B. Bory | 10.— |
| A. Lachastre | 10.— |
| J. B. (Saône-et-Loire) (4e vers.) | 20.— |
| Marcel Martinet (2e versement) | 20.— |
| Total de la 8e liste | 298.40 |

**Merci à tous! — Envoyer les fonds au chèque postal 2065-09 Paris, Maurice Chambelland, 3, place Séverine, Le Pré-St-Gervais (Seine).**

# ENTRE NOUS

### LE MOIS D'AVRIL SERA-T-IL MEILLEUR ?

**Nous avons signalé, la dernière quinzaine, l'insuffisance du nombre des abonnements nouveaux qui nous sont parvenus en mars (7) et en février (10).**

**Sans trop nous faire d'illusions, en raison des événements dont le résultat le plus clair est de « désaxer » des quantités de gens, nous attendons mieux du mois d'avril, espérant surtout que nos appels auront commencé à secouer un peu nos chercheurs d'abonnés.**

**Le public des revues comme la nôtre est ainsi composé et ainsi fait que, pour ce qui nous concerne, il faut au moins chaque mois 30 abonnés nouveaux seulement pour compenser les désabonnements, et, surtout, les suppressions auxquelles nous sommes obligés de procéder pour cause de non-paiement.**

**C'est seulement si nous dépassons le trentième abonné mensuel que nous pouvons nous vanter de progresser un peu.**

**Si l'on veut que vive la « R. P. », la première chose à faire est donc de lui trouver de nouveaux abonnés.**

**Cela peut se faire de deux façons :**

**1° La méthode directe, de beaucoup la meilleure, qui consiste pour chacun de nos amis à abonner lui-même un de ses voisins d'atelier, de syndicat ou d'habitation.**

**2° La méthode indirecte, qui consiste à nous envoyer une liste d'abonnés possibles, auxquels nous faisons le service de trois numéros, et que nous invitons ensuite à s'abonner.**

**Les deux méthodes ne sont d'ailleurs pas contradictoires : Vous connaissez dix camarades capables de s'abonner. Vous nous envoyez leurs adresses. Nous leur faisons un service de « possibles » qui leur permet de mieux connaître la revue. Puis, vous allez les voir, et vous tâchez de les abonner.**

**Nous pouvons aussi faire à chaque « abonneur » un service « multiple » de 3, 4 ou 5 numéros, à titre gratuit, pour la propagande. L'abonneur remet lui-même ces numéros à autant d'abonnés possibles, une fois, deux fois, trois fois si besoin. Puis... il passe faire sa récolte !**

**Il y a bien des moyens de nous aider. Encore faut-il s'en occuper. Nous verrons, dans le prochain numéro, si le mois d'avril aura été, comme nous l'espérons, meilleur que mars et février.**

### ABONNES DE SOUTIEN

Reçu en mars :

| | |
|---|---|
| Germain (Belgique) | 100.— |
| Croze (Paris) | 100.— |
| Lancia (Jura) | 100.— |
| Fronty (Seine) | 25.— |
| J.-B. Bory (Seine) | 60.— |
| Total | 385.— |

**Merci à nos « soutiens » !**

**L'heure est venue de demander à ceux qui ne nous ont pas encore envoyé leur abonnement pour 1939 de le faire sans trop tarder, en raison de l'approche des périodes habituellement creuses.**

**Amis de soutien, pensez à nous !**

*Le gérant :* M. CHAMBELLAND

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e).

L'une des plus graves critiques faites à l'œuvre économique de

**KARL MARX**

est qu'il y a contradiction, au sujet de la théorie de la valeur, entre le premier livre du

**CAPITAL**

et les suivants, publiés après sa mort.

**En lisant**

# L'Economie Capitaliste

(Nouvelle édition)

**par R. LOUZON**

vous verrez comment cette contradiction peut être résolue.

**Prix : 15 francs franco**

« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, rue du Château-d'Eau.
Adresser les commandes et leur montant à notre C. C. P. :
Compte N° 734.99. Paris.

Pour répondre aux poursuites

# Chaque jeudi

lisez

# S. I. A.

ORGANE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

le grand hebdomadaire d'extrême-gauche

## indépendant des tendances
## libre et vigoureux

5 PAGES EN FRANÇAIS, 2 EN ESPAGNOL, 1 EN ITALIEN

Parmi les collaborateurs :

**Henri Jeanson, Georges Pioch, Jules Rivet, Emilienne Durruti, Marceau Pivert, R. Louzon, M. Chambelland**

En vente dans les principaux kiosques, et à S.I.A., 26, rue de Crussol, Paris.

**PRIX : 0 FR. 75**

Abonnements : 6 mois 13 francs; un an 25 francs.

Chèque postal : Faucier, 26, rue de Crussol, Paris 596-03